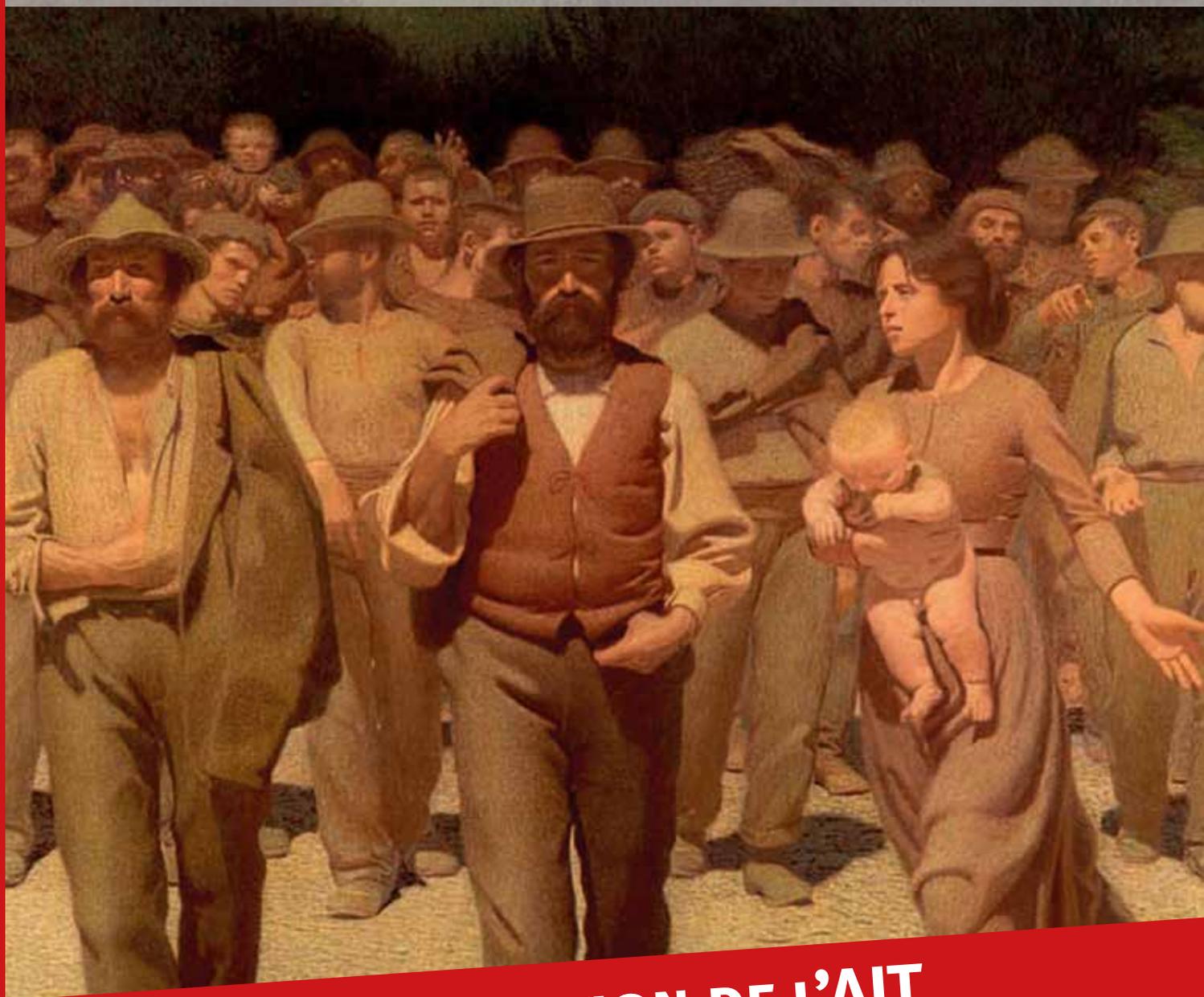


l'Anticapitaliste

N°57 | SEPTEMBRE 2014 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



1864, FONDATION DE L'AIT LE LEGS DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE



**HOLLANDE-VALLS, OU
L'IMPLACABLE LOGIQUE DE
L'ADAPTATION NÉOLIBÉRALE**



**GAZA-PALESTINE :
PAS DE PAIX SANS JUSTICE !**



**SNCF,
BILAN D'UNE MOBILISATION**

EDITORIAL

Henri Wilno « Etat islamique » Un visage de la barbarie moderne **P3**

ACTU

Jean-Philippe Divès
Hollande-Valls, ou l'implacable logique de l'adaptation néolibérale **P4**
Yann Cézard Crise du PS, crise du Front de gauche **P6**
Julien Salingue Gaza, Palestine Pas de paix sans justice ! **P8**

DOSSIER

Pascal Morsu Le legs de la Première Internationale **P10**
Jihane Halsanbe La Commune L'AIT à l'assaut du ciel ? **P19**
Laurent Ripart L'exclusion de Bakounine, ou l'adieu aux barricades **P21**

EN ACTIONS

Basile Pot SNCF, bilan d'une mobilisation **P25**
Olivier Neveux Retour sur le mouvement des intermittents et précaires **P28**

LECTURES

David Harvey Sur *Le capital* de Piketty **P32**

CULTURE

Sylvain Chardon Ossip Mandelstam, martyr de la poésie **P34**

FOCUS

Jean-Philippe Divès Troupes russes, hors d'Ukraine ! **P36**

Manifestation des cheminots, le 12 juin 2014 à Paris. Photothèque rouge/JMB.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail:
http://www.diffusion.presse@npa2009.org

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès
(chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe,
Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado,
Henri Wilno

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de
communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Illustration couverture: « Il Quarto Stato » (Le quatrième état), tableau de Giuseppe Pellizza (1901), DR.

L'« Etat islamique », un visage de la barbarie moderne

PAR HENRI WILNO

En quelques mois seulement, l'« Etat islamique » est passé du statut de groupe djihadiste en concurrence avec d'autres à celui de monstre presque invincible. En fait, il n'est pas sorti du néant ou d'un lointain passé, mais constitue une des incarnations de la barbarie moderne, dans une région ravagée par des régimes corrompus et clientélistes et les interventions impérialistes. Cet été au Proche-Orient, se sont poursuivies l'agression contre Gaza et les incursions israéliennes en Cisjordanie. Tandis qu'en Egypte, le régime d'El Sissi, tout en continuant à réprimer les Frères musulmans, s'attaquait aux travailleurs en grève et à la fraction de la gauche qui persiste à juste titre à refuser de soutenir ce nouveau Moubarak, en Syrie, pour sa part, Assad réprimait toujours impitoyablement son opposition. Tous ces événements se sont produits avec la complicité (Palestine, Egypte) ou la passivité (Syrie) des impérialismes américain et européens. Par contre, l'agitation des mêmes impérialismes a été beaucoup plus importante à la suite de l'expansion du territoire contrôlé par les djihadistes irakiens et la proclamation de l'« Etat islamique » (EI).

COMPLAISANCES DES ETATS DU GOLFE ET DE ASSAD

L'organisation djihadiste, issue d'Al Qaïda, qui s'est baptisée Etat islamique en Irak et au Levant, dominait déjà des portions de territoire en Syrie et en Irak. Le 10 juin dernier, elle a pris le contrôle de Mossoul, deuxième ville d'Irak, puis a avancé vers Bagdad. Le 29 juin, l'organisation a changé de nom (pour un simple « Etat islamique », EI) et un « califat » a été proclamé à Mossoul. Le « calife », Abou Bakr al-Baghdadi, contrôle désormais une région à cheval entre l'Irak et la Syrie. L'expansion de l'EI vers Bagdad au sud et l'Etat autonome kurde au nord a entraîné l'intervention occidentale : bombardements américains, livraisons d'armes, présence de « conseillers » militaires au sol.

Les estimations des forces de l'Etat islamique sont incertaines mais très vraisemblablement, elles ne dépassaient pas 20 000 combattants à la mi-août, ce qui est modeste comparé aux 250 000 soldats de l'armée irakienne régulière. Mais les membres de l'EI sont motivés et ont été renforcés par des officiers issus de l'armée de Saddam Hussein, tandis que l'armée irakienne a du mal à recruter et que ses unités sont souvent mal entraînées et encadrées. Au début de son aventure, l'organisation aurait reçu des fonds provenant d'Arabie saoudite et du Qatar. Il est certain qu'elle a bénéficié à certains moments de la bienveillance du régime syrien afin de renforcer les islamistes au détriment des groupes laïques. Enfin, ses combattants se sont appuyés sur des tribus sunnites, lassées des

politiques sectaires du premier ministre irakien chiite, Nouri al-Maliki, depuis chassé du pouvoir.

UN RÉGIME DE SERVITUDE S'IL SE STABILISE

L'EI n'est pas le cadavre ressuscité des guerriers des premiers temps de l'Islam. Il est profondément ancré dans notre temps et dans ses tourments. Il fait un usage très maîtrisé d'internet. Il est apparemment capable d'écouler du pétrole venant du territoire qu'il contrôle. L'Etat islamique n'est pas un véritable Etat mais selon certains analystes (ce point est contesté), il se soucie de gérer les territoires qu'il contrôle : services publics de base (hôpitaux, police, ramassage des ordures...) mais aussi banques et prélèvement d'impôts. Lors de son premier discours après la conquête de Mossoul, le calife autoproclamé a appelé « les scientifiques, les savants, les prédicateurs, les juges, les docteurs, les ingénieurs et les personnes ayant de l'expertise militaire ou administrative » à rejoindre le territoire sous contrôle du groupe.

Cette « modernité » est mise au service d'un projet totalement réactionnaire. Le porte-parole du « calife » a déclaré qu'il est du « devoir » de tous les musulmans de lui prêter allégeance : « *Musulmans (...) rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et les autres ordures de l'Occident.* » Toutes les manifestations publiques, considérées comme contraires à l'Islam, sont interdites. Les femmes ne peuvent sortir que vêtues d'un niqab et accompagnées d'un membre de leur famille. Dans le nord de l'Irak, chrétiens, Yézidis et autres minorités sont victimes d'exactions et de meurtres.

L'EI est l'ennemi mortel des femmes, du mouvement ouvrier et de toutes les forces progressistes de la région. La stabilisation de son emprise territoriale signifierait la servitude pour les populations concernées. Des Syriens en révolte contre Assad en ont déjà fait l'expérience. L'Etat islamique s'ajoute aux divers ennemis des peuples de la région. Même dans un contexte où les initiatives impérialistes se déploient, aucune complaisance à son égard n'est de mise. □

DR



Hollande-Valls, ou l'implacable logique de l'adaptation néolibérale

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

La première à faire feu a été l'ancienne ministre du logement et dirigeante d'EELV, Cécile Duflot, via la publication des bonnes pages du livre relatant son expérience au gouvernement. « Faute d'avoir voulu être un président de gauche, il n'a jamais trouvé ni sa base sociale ni ses soutiens. A force d'avoir voulu être le président de tous, il n'a su être le président de personne. » « A force de reprendre les arguments et les mots de la droite (...) quelle est la différence avec la droite ? Une carte d'adhésion dans un parti différent ? »

Quelques jours plus tard, Montebourg dégainait à son tour, en s'élevant contre « la réduction dogmatique des déficits, qui nous conduit à l'austérité et au chômage », « aberration économique, car elle aggrave le chômage, une absurdité financière, car elle rend impossible le rétablissement des comptes publics, et un sinistre politique, car elle jette les Européens dans les bras des partis extrémistes. » Plus encore, il s'en prenait ouvertement à Angela Merkel, donc au « couple franco-allemand » : « si nous devons nous aligner sur l'orthodoxie la plus extrémiste de la droite allemande, cela signifierait que, même quand les Français votent pour la gauche française, en vérité ils voteraient pour l'application du programme de la droite allemande. »

Il a été relaté que Valls serait allé voir Hollande pour lui dire : « c'est Montebourg ou moi. » De toute façon, aucun président ni premier ministre ne peut accepter sans réagir de telles critiques, sauf à voir son autorité réduite à néant, sans parler de la cohérence de l'action gouvernementale. Rien n'accrédite par ailleurs l'idée qu'il y aurait eu entre Valls et Hollande une quelconque opposition. « La différence, c'est que le premier ministre assume clairement ce que le président n'avait pas osé dire aux électeurs. Manuel Valls a peut-être imposé à François Hollande de sortir du bois, d'être clair, mais les deux hommes sont parfaitement d'accord sur le plan économique. Le candidat socialiste en 2012 tenait d'ailleurs auparavant un discours similaire vis-à-vis de l'entreprise (...) A mon sens, le couple exécutif fonctionne bien, car ils partagent les mêmes idées. Il y a bien une différence de style et d'homme, Valls étant plus franc et direct que Hollande, ce qui donne au premier une incontestable supériorité rhétorique, mais leur alliance tient pour l'instant la route. »

Comment Arnaud Montebourg a-t-il pu s'imaginer que sa charge contre la politique économique du gouvernement dont il était ministre de l'économie ne déclencherait pas une tourmente, aboutissant à son éviction ? Mais peu importe. Au-delà des trajectoires personnelles, la crise de la fin août se situe dans la logique implacable des évolutions auxquelles on assiste depuis le début de 2014.

Adieu donc Montebourg, mais aussi Benoît Hamon – avant 2012, le dirigeant de l'aile gauche du PS – ainsi qu'Aurélie Filippetti, elle qui, comme ministre de la Culture, s'était montré un peu molle face aux intermittents du spectacle. Bonjour Emmanuel Macron, le jeune banquier adulé des milieux d'affaires et inspirateur du pacte de responsabilité, installé à l'économie pour bien enfoncer le clou de la différence. Puis vinrent les déclarations d'amour de Valls au patronat, saluées par la *standing ovation* à l'université d'été du Medef. Avec, plus qu'une réaffirmation de l'orientation néolibérale, la promesse que celle-ci sera approfondie et sa mise en place accélérée.

DES CONTRADICTIONS DEVENUES INTENABLES

Trois événements ou processus ont concouru à déclencher cette crise : le *coming out* néolibéral de Hollande, confirmé ensuite avec la nomination de Valls ; les raclées encaissées par le PS dans les municipales de mars et les européennes de juin, couplées aux succès de l'extrême droite ; la nouvelle dégradation de la situation économique depuis le début de l'année.

Après avoir menti pendant sa campagne électorale (« mon ennemi, c'est la finance »), Hollande avait d'abord maintenu des fragments de discours pouvant encore donner une vague impression de gauche, en s'appuyant sur quelques mesures symboliques, notamment la fameuse tranche d'imposition à 75 % (qui, selon le nouveau ministre de l'économie, serait « Cuba sans le soleil » !) Mais ce qui restait d'ambiguïté a été levé à partir du 31 décembre 2013, quand le président a annoncé son ralliement à « la politique de l'offre » (qui privilégie les marges et la compétitivité des entreprises au détriment du pouvoir d'achat et de la consommation), et en conséquence le pacte de responsabilité co-élaboré avec le Medef. La lourde défaite des municipales a consti-

tué une première sanction. En nommant dans la foulée Valls comme premier ministre, Hollande manifestait cependant sa volonté de poursuivre et aller plus loin, dans ce que la plupart des commentateurs décrivaient, en opposition aux « vieilles lunes de l'économie administrée », comme un tournant social-démocrate ou social-libéral (en réalité, assez classiquement néolibéral).

Qu'à l'occasion de la formation de son premier gouvernement, Valls ait fait alliance avec Montebourg et Hamon, partisans d'une relance par la demande et d'une dose de souverainisme économique, fait partie des mystères de la politique bourgeoise-institutionnelle. Cela n'a pourtant pas empêché une déroute aux élections européennes, aggravée par le fait que le FN s'est pour la première fois retrouvé en tête d'un scrutin national ; ni la chute libre de la popularité de Valls (de 60 % à moins de 40 % en trois mois), après un état de grâce aussi éphémère que trompeur.

L'autre élément qui pèse lourdement sur toute la situation – et constitue la toile de fond du discrédit gouvernemental comme de la crise politique globale – est l'installation dans la stagnation économique, avec les menaces de nouvelle récession voire de déflation. La croissance a été nulle aux premier et deuxième trimestres (tandis que l'activité reculait d'avril à juin en Allemagne et en Italie). Le corollaire inévitable est la hausse permanente du chômage. Aux yeux de l'immense majorité, les plus de 500 000 chômeurs supplémentaires depuis l'élection de Hollande signent son échec. A partir de là, deux interprétations et deux types de réponse sont possibles. L'une, à laquelle Montebourg, Hamon ou Duflot se sont ralliés, estime que la politique suivie est erronée et qu'il faut l'infléchir voire en changer. L'autre, qui prévaut, considère que cette politique, dont les résultats prendront du

temps, n'est pas allée assez vite ni assez loin. Dans tous les cas, la voie est libre pour qu'éclatent les contradictions qui jusqu'à présent avaient été mises sous le boisseau.

Outre la crédibilité des autorités de l'Etat, le limogeage rapide des voix discordantes répond à une seconde raison : la pression du patronat, qui exigeait d'être rassuré. « Les dissensions, au sein même du gouvernement comme de la majorité parlementaire, posent un gros problème : elles provoquent de l'incertitude, elles entravent la confiance, et donc la croissance (...) Ce qui compte, ce sont les anticipations des ménages et des entreprises. Pour cela il faut



de l'unité, de la stabilité, de la constance. Or les annonces de l'exécutif sont brouillées par le trouble créé par ceux qui prétendent défendre une autre politique. »⁴

UN SCHRÖDER FRANÇAIS ?

La comparaison a été faite par ceux qui espèrent que Valls (ou Hollande, ou leur couple) devienne le « Gerhard Schröder français ». Il y a dix ans, c'est en effet un dirigeant social-démocrate qui avait imposé en Allemagne une adaptation brutale aux exigences du néolibéralisme, obtenue par une baisse des salaires et la destruction de nombre d'acquis sociaux. Ce n'est pas une incongruité. Du point de vue de la bourgeoisie française (et même internationale), telle a même été dès le

début la fonction possible et souhaitée d'un gouvernement de gauche : faire le sale boulot que Sarkozy n'avait été en mesure que d'esquisser, de façon à résoudre le différentiel de compétitivité dont le capitalisme français souffre vis-à-vis de ses principaux concurrents. Les premières mesures annoncées depuis la mise en place du gouvernement Valls 2 – gel ou suppression des seuils sociaux, extension du travail le dimanche, plus largement remise en cause du Code du travail, nouvelles dérogations aux 35 heures, suppression ou allègement des mesures de blocage des loyers prises dernièrement sous Duflot

– vont toutes dans ce sens. Reste à savoir si Hollande-Valls seront en mesure de mener ce projet à bien. Et à quel prix.

LA CRISE VA CONTINUER

La structuration d'une dissidence, à travers le nouveau courant « Vive la gauche », illustre le fait que la crise du PS est tout sauf résolue, quelles que soient les conséquences des « frondeurs », y compris du point de vue keynésien-bourgeois au-delà duquel ils ne vont pas. La cause première des affrontements et divisions internes ne réside pas en effet dans des divergences idéologiques – dont jusque récemment les « socialistes » s'étaient bien accommodés –, mais dans

le rejet par les classes populaires de la politique d'austérité, conduisant de leur part à une véritable rupture politique avec le gouvernement et le PS.

Dans ces conditions, une poursuite de l'effondrement et une marginalisation politique, à l'image du processus que le PASOK a connu en Grèce, commencent à devenir des hypothèses crédibles.

Au-delà du PS, c'est tout le dispositif politique de la bourgeoisie, en place depuis les années 1980, qui est ébranlé du fait de la montée du FN et des déchirements persistants de l'UMP, second pilier du bipartisme et de l'alternance droite-gauche. L'ampleur du problème a été mise en évidence dans deux sondages, publiés mi puis fin août par le *Journal du Dimanche*. Selon le premier, 85 % ne font pas confiance au gouvernement ; d'après le second, plus de 60 % estiment que les partis politiques sont inutiles, et plus encore qu'ils sont « incapables de se réformer » ou « éloignés des préoccupations » de ceux qu'ils sont censés représenter.

Parler aujourd'hui de « crise de régime », comme l'ont fait à la fois *Le Figaro* et *Libération*, relève pourtant d'une certaine exagération. Les institutions politiques continuent en effet de fonctionner. Pour qu'elles se grippent, il faudrait que les « frondeurs » osent s'opposer au gouvernement, donc le mettent en minorité en votant contre le budget et la loi annoncée « sur la croissance ». Comme ils ne sont pas prêts à risquer leur poste dans des élections législatives anticipées, on n'en est pas (encore ?) là. □

¹ Extraits de « De l'intérieur. Voyage au pays de la désillusion », Editions Fayard, paru le 25 août.

² Discours lors de la « Fête de la rose » du 24 août à Frangy-en-Bresse.

³ Selon l'enseignant en sciences politiques, Christian Bouillaud, interviewé le 27 août par Figaro Vox.

⁴ Selon Emmanuel Macron dans son interview au Point du 28 août.

Crise du PS, crise du Front de gauche

PAR YANN CÉZARD

Le 25 août 2014, coup de théâtre : Hollande et Valls forment un nouveau gouvernement pour mettre leurs dissidents au pied du mur et accélérer la fuite en avant dans l'austérité. Cet article est bouclé ce jour même et ne peut préjuger de la suite. Mais la dernière séquence politique est déjà lourde de sens.

Avant ce coup de la dissolution gouvernementale, la « fronde » socialiste s'était avérée plutôt frileuse. Benoît Hamon et Arnaud Montebourg étaient censés incarner la gauche du PS en 2012. Mais le premier a assumé l'austérité au ministère de l'éducation, le second est devenu le bouffon du roi en marinière. Emietté et même étêté, ce qui reste de la nébuleuse de la « gauche » du PS s'est bruyamment agité après la débâcle des municipales. Mais l'« Appel des 100 » députés qui menaçait de rejeter le pacte de responsabilité a fait pschitt : 41 députés se sont finalement abstenus. Puis les « frondeurs » ont voté le collectif budgétaire et les mesures sur la sécu, les deux clefs de voûte de l'austérité. Ces « gauches », pas vraiment prêtes à rompre, affirmaient alors vouloir préparer le congrès du PS de l'automne 2015 et même rêver d'une alliance avec Martine Aubry.

Leur opposition est d'ailleurs aussi timorée sur le fond. Les frondeurs ont seulement demandé à Valls de rééquilibrer le pacte de responsabilité (et les 50 milliards de baisse des dépenses publiques qui le financent) par des mesures de relance du pouvoir d'achat pour les plus modestes. Pour eux, « changer de cap », c'est « rééquilibrer la politique de l'offre par une politique de la demande » et « cibler l'aide sur les entreprises qui en ont vraiment besoin. »

Et que dire d'ailleurs d'EELV, qui a certes quitté le gouvernement mais continue d'affirmer son appartenance à la majorité parlementaire, qualifie l'opposition du Front de gauche de stérile, et rejette « la guerre des gauches » qui « profiterait au FN » ?

Les perspectives électorales du PS sont pourtant si catastrophiques, l'impasse du gouvernement si manifeste, que Hamon et Montebourg ont décidé de passer à l'offensive à la fin de l'été, pour sauver leur propre avenir politique, tout en affirmant rester... « solidaires du gouvernement ». Or c'est le duo exécutif qui a décidé de trancher dans le vif. Valls avait prévenu au printemps les parlementaires socialistes : « la gauche peut

mourir ». Mais pour cet admirateur de Blair, de Schröder et de leur transformation des vieux partis social-démocrates en partis démocrates à l'américaine, c'était sans doute moins l'expression d'une crainte qu'une menace et presque un projet. Ce coup d'accélérateur ne pourra qu'avoir de profondes répercussions sur les autres partis, à commencer au Front de gauche.

LA STRATÉGIE DU FRONT DE GAUCHE

Les élections du printemps ont laissé un profond désarroi au sein de celui-ci. Il espérait capitaliser sur le plan électoral la colère contre les socialistes. C'est au cœur de sa stratégie : dépasser le PS, « changer la majorité au sein de la gauche » pour la rendre à nouveau « de gauche ». Et pourquoi pas, s'il y avait crise politique, imposer une nouvelle majorité et un nouveau premier ministre à François Hollande ?

C'est ce projet que le conseil national du PG rappelait en ces termes en février 2014 : « Le temps est venu (...) de construire une opposition de gauche à ce gouvernement avec l'objectif de créer les conditions d'une majorité de gauche alternative ». Il proposait des « listes communes aux municipales avec EELV ou encore avec des militants PS qui acceptent de travailler avec nous au regroupement de toutes celles et tous ceux qui refusent l'austérité ». Et il notait : « les élections européennes restent le grand rendez-vous où nous ambitionnons de passer devant les listes gouvernementales ».

Mais les municipales ont été calamiteuses pour le Front de gauche, d'autant plus que le PCF a renoncé à se compter pour préserver à tout prix ses positions institutionnelles en s'alliant avec le PS dans un grand nombre de villes. Et après la crise interne qui a opposé alors le PG et le PCF, comment le Front de gauche à peine rabiboché aurait-il pu alors ensuite prétendre incarner aux européennes l'opposition au PS, avec lequel sa principale composante s'était alliée deux mois avant ? Il n'a pu qu'égaliser son score des européennes de 2009 (6,3 %). Loin des ambitions du début de l'année. Il a tenté aussitôt de rebondir. Dans la rue,

et c'était effectivement nécessaire, en reprenant la proposition du NPA d'une manifestation nationale unitaire contre l'austérité, le 12 avril. Mais aussi de façon plus politique, en tentant de désolidariser du gouvernement les écologistes et des socialistes traumatisés par le choc électoral, mais avec un contenu politique très faible. Mélenchon brandissait la promesse enchantée de Grenoble, où le PG et EELV s'étaient alliés pour terrasser le maire sortant socialiste. Pourquoi ne pas en faire une expérience nationale ? Dès le 3 avril, le PG proposait à EELV, en vue des cantonales et des régionales de 2015, de construire une « majorité alternative » prête à gouverner « sans attendre 2017 ».

LE FRONT DE GAUCHE VERS UNE NOUVELLE CRISE

Or, tout le long du printemps 2014, la déception a été au rendez-vous face aux « frondes » écologistes et socialistes en forme de pétards mouillés. Sur son blog, Mélenchon a accablé ses anciens camarades : « Le pauvre couteau sans lame qui avait été agité avec des cris de guerre n'a tranché que ce qui était dans ses moyens : du vent ! Les "frondeurs" ont ainsi fonctionné comme un paravent utile au crime en donnant l'illusion d'une résistance qui s'est opportunément effacée au moment de passer à l'acte. »

Mais le PCF n'a pas réagi de la même façon. Quelques jours après la dérisoire capitulation des frondeurs, Pierre Laurent organisait une conférence de presse avec Marie-Noëlle Lienemann (sénatrice socialiste, qui venait de voter le budget vallsien) et Emmanuelle Cosse (secrétaire nationale d'EELV), pour présenter un « document de travail » commun pour « une stratégie alternative à gauche ». A la grande indignation des dirigeants du PG, décuplée par une supplique adressée par le PCF à la direction du PS, pour l'exhorter à accepter des listes communes aux élections sénatoriales de septembre 2014 !

Et Mélenchon de dénoncer aussitôt la « tambouille de l'alternative à gauche » qui sacrifie

la nécessité d'une opposition assumée (« on ne s'allie pas avec ceux que l'on combat ») aux combines d'appareils : « L'alternative à gauche paraît plus lointaine que jamais. En tous cas plus politicienne que jamais. (...) Dans le registre des couteaux sans lame, on sent bien que la gamme va s'élargir bientôt fort vite. (...) Il est tout à fait possible de débaucher des composantes du cartel [le Front de Gauche] comme les élections municipales l'ont montré. (...) Nous sommes prévenus. La samba des sénatoriales menée de nouveau sans vergogne au nom du Front de Gauche montre que l'addiction au PS est parfois irrémédiable. Elle recommencera avec les cantonales et les régionales, et ainsi de suite. »

OÙ EST LE DÉSACCORD ENTRE LE PG ET LE PCF ?

Voilà donc relancée cet été la crise du Front de gauche, pour les mêmes raisons qu'aux municipales : le PG est un parti neuf, sans guère d'élus, qui pour exister doit manifester haut et fort son opposition à l'égard du PS, alors que le PCF, obsédé par la préservation de son appareil et de ses nombreux élus (cogestionnaires de nombreuses collectivités), se refuse à la rupture avec le PS, donc modère sa dénonciation du grand partenaire-adversaire et abaisse la barre d'une entente avec les satellites dissidents du PS.

Ce fil à la patte à l'égard du PS est une hypothèse majeure sur l'avenir du Front de gauche, un obstacle pour qu'il puisse réussir à profiter du discrédit socialiste et à apparaître aux classes populaires comme une force « anti-système ». Pourtant, au-delà de ce désaccord de tactique électorale et de posture politique, il y a bien accord entre les deux partenaires sur le programme et sur la méthode.

Même programme : des mesures strictement cantonnées à l'antilibéralisme, ne remettant pas en cause le pouvoir des capitalistes sur l'économie, et pimentées d'un brin de démagogie nationaliste. Or même ce programme limité, aussi bien le PG que le PCF semblent prêts à l'affadir encore si cela les aide à concocter une alliance électorale élargie sur leur droite.

Même méthode : le PG comme le PCF ne jurent que sur la voie électorale, ne proposent aux classes populaires qu'une perspective étroitement institutionnelle. L'un et l'autre donnent donc pour seule vraie perspective à leurs militants une recomposition électorale avec d'autres forces réformistes.

Le PG cherche à sortir le Front de gauche de son impasse, y compris en menaçant d'en sortir lui-même. La gesticulation estivale de Mélenchon, sa démission de la présidence du PG le 22 août (pour être « plus

libre » de sa parole) sont des épisodes de cette bagarre. Mais le PG est lui-même pris dans ces carcans politiques.

Ce qui pourrait changer le climat politique, ce sont des expériences de mobilisations de masse, qui engageraient des épreuves de force avec le patronat et le pouvoir, qui permettraient au monde du travail d'imaginer qu'une autre politique serait réellement possible. Pas la magie d'une coalition électorale hétéroclite illuminant le bon peuple. Si les dirigeants du PCF et du PG « bénissent » les luttes, ils n'en font pas les leviers et les perspectives majeures de leur politique, et ils gardent bien soigneusement la sacrosainte (et complètement artificielle) frontière entre la lutte sociale et la lutte politique, en laissant les directions des centrales syndicales mener la première comme elles l'entendent. C'est-à-dire dans le mur.

L'accélération de la crise au PS pourrait bien maintenant redonner de l'eau au moulin de la stratégie de « l'alternative à gauche » du Front de gauche. Mais pour quelle politique ? □



Tête de cortège du Front de gauche, le 12 avril 2014 à Paris. DR.

Gaza, Palestine : pas de paix sans justice !

PAR JULIEN SALINGUE

Si son agression a infligé à la population de Gaza de terribles destructions et souffrances, l'Etat d'Israël n'est pas parvenu à écraser la résistance armée et il a perdu, au plan international, la bataille de l'opinion publique. C'est pourquoi il a été finalement contraint d'accepter, le 24 août, un accord de cessez-le-feu « permanent » comportant une série de mesures qui allégeraient le blocus : extension de la zone de pêche, acheminement dans l'enclave des matériaux nécessaires à la reconstruction, négociations à venir sur la question du port et de l'aéroport de Gaza, etc. Rédigé quelques jours auparavant, l'article ci-dessous expose les enjeux actuels et montre comment nous pouvons intervenir aux côtés des Palestiniens.

Près de 2 000 morts, plus de 10 000 blessés, plus de 400 000 déplacés, des dizaines de milliers de bâtiments détruits ou endommagés... Le bilan de l'agression israélienne contre Gaza s'alourdit, malgré les « trêves » et autres « cessez-le-feu », de jour en jour. Il s'agit tout simplement, en termes de bilans humain et matériel, de la plus violente offensive israélienne dans les territoires palestiniens depuis la guerre de juin 1967. À l'heure actuelle, l'attention se polarise sur les « négociations » en cours au Caire, en vue d'un cessez-le-feu durable. Ces négociations aboutiront-elles ? Rien n'est moins sûr. Et quand bien même elles aboutiraient, rien ne sera réellement réglé.

« SORTIE DE CRISE » ?

Le récit politique et médiatique dominant demeure imprégné du point de vue israélien. Les « hostilités » se résumeraient aux bombardements sur Gaza et aux tirs de roquettes palestiniens. Une « sortie de crise » passerait donc par un accord permettant de mettre un terme aux uns et aux autres. Les dirigeants et les médias occidentaux pourraient ainsi respirer un grand coup et passer à une autre actualité, en attendant que dans un an ou deux, une nouvelle campagne militaire israélienne ait lieu au prétexte des tirs de roquettes, et chacun s'interrogerait et tenterait de comprendre pourquoi la « trêve » n'a pas duré...

Les données du problème sont pourtant simples. La première des hostilités dont sont victimes la bande de Gaza et ses habitants est le blocus illégal et inhumain

imposé à la petite enclave côtière, avec la complicité de l'Égypte, depuis plus de huit ans. Ce blocus a détruit la vie au sein de Gaza et menace chaque jour un peu plus ses habitants d'une véritable tragédie humanitaire. Un rapport de l'ONU publié en 2012 indiquait ainsi que la bande de Gaza ne serait « plus vivable » en 2020, en raison du manque d'infrastructures (au moins 800 hôpitaux supplémentaires devraient être construits, le nombre d'écoles devrait être doublé) et de la pénurie de ressources essentielles (avant l'agression actuelle, la moitié des habitants de Gaza n'avaient pas un accès régulier à l'eau potable et près de 80 % de la population devait se contenter de 4 heures d'électricité par jour).

L'opération israélienne en cours a aggravé encore un peu plus la situation, avec des dégâts estimés entre 5 et 6 milliards de dollars (soit environ 3000 dollars par habitant). La seule centrale électrique de Gaza a été détruite et les officiels annoncent qu'il faudra au moins un an pour la réhabiliter ; des milliers de bâtiments ont été endommagés ou détruits, parmi lesquels des écoles, des hôpitaux et des établissements industriels indispensables ; le nombre d'habitants dépendant de l'aide alimentaire internationale a encore augmenté, pour atteindre plus de 75 % de la population. Selon un responsable de l'ONG israélienne Gisha, qui fait notamment campagne pour la liberté de circulation des biens et des personnes depuis et vers Gaza, « cela prendrait 100 ans de reconstruire Gaza » si le blocus n'était pas levé, lui qui empêche notamment les matériaux de construction d'entrer dans la Bande.

« PLUTÔT MOURIR QUE REVENIR À LA SITUATION ANTÉRIEURE »

Les demandes palestiniennes pour la signature d'un accord de cessez-le-feu ne sont absolument pas, dans de telles conditions, et ce contrairement au récit dominant des négociations en cours, « maximalistes » ou « radicales ». Elles font d'ailleurs consensus chez l'ensemble des forces palestiniennes, y compris la très docile Autorité palestinienne de Ramallah, dirigée par un Mahmoud Abbas dont on connaît pourtant la tendance au « compromis », ou plutôt à la compromission. On pourrait s'étonner du fait que quasiment personne, chez ceux qui vantent la « modération » d'Abbas pour mieux l'opposer à la « radicalité » du Hamas, n'ait souligné ce fait, si l'on ne savait pas déjà que ce genre de propos est avant tout destiné à affaiblir la partie palestinienne.

Quelles sont ces demandes ? La levée du blocus, évidemment, qui passe notamment par l'ouverture des frontières avec Israël et avec l'Égypte, la réhabilitation du port et de l'aéroport de Gaza (détruit et fermé depuis la fin de l'année 2000), l'extension à 10 kilomètres de la zone de pêche au large de Gaza. Comme le souligne la juriste Francesca Albanese, qui a travaillé durant huit ans pour l'ONU, « aucune de ces revendications n'est nouvelle. Les Nations Unies, entre autres, ont régulièrement exigé la levée du siège, siège illégal selon la législation internationale, comme une condition nécessaire pour mettre fin à la situation humanitaire désastreuse dans la Bande. Faciliter les mouvements des marchandises et des gens entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza avait déjà été stipulé dans l'Agrément sur le mouvement et l'accès (AMA) signé entre le gouvernement d'Israël et l'Autorité Palestinienne en 2005. Même la construction d'un port et la possibilité d'un aéroport à Gaza avaient déjà été stipulées dans l'AMA, alors que leur réalisation effective n'a jamais suivi. La demande d'élargissement de la zone de pêche autorisée est inférieure à celle envisagée en 1994 dans les Accords d'Oslo et elle faisait déjà partie de l'arrangement du cessez-le-feu en 2012. »

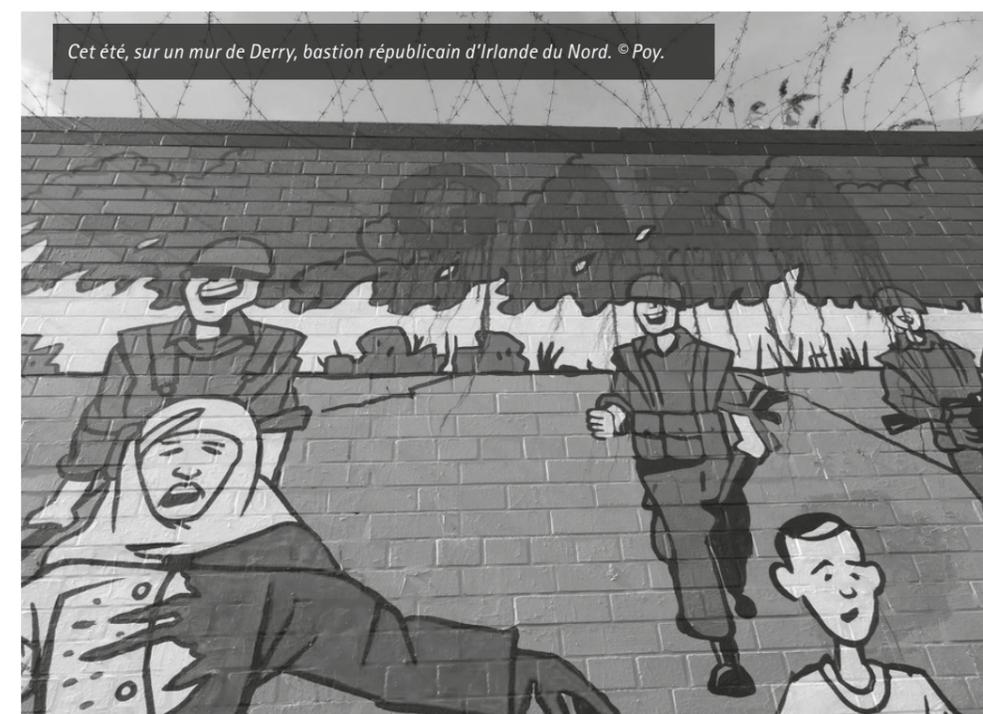
Rien de « maximaliste » ou de « radical » dans de telles exigences, qui correspondent tout simplement au minimum vital pour la population de Gaza, et qui sont reconnues comme légitimes par l'ensemble des organismes internationaux.

Ce sont ces revendications qu'Israël refuse d'entendre, démontrant une fois de plus que ce que la puissance occupante refuse au nom de sa prétendue sécurité n'est pas la satisfaction des droits nationaux des Palestiniens (eux aussi consacrés par le droit international) mais l'établissement des conditions de la satisfaction de leurs besoins les plus élémentaires : circuler, se loger, se soigner, se nourrir convenablement, s'éduquer. D'où l'exaspération de la population de Gaza et des organisations de la résistance palestinienne, et ce sentiment de plus en plus répandu chez les habitants de l'enclave, et ce malgré la violence de l'agression actuelle, tel que le résume Raji Sourani du Palestinian Center for Human Rights : « Plutôt mourir que revenir à la situation antérieure ».

L'EXIGENCE DE LA LEVÉE DU BLOCUS

Nulle intransigeance donc de la part des Palestiniens, mais au contraire une certaine modération puisque nulle organisation ne demande aujourd'hui la satisfaction de l'ensemble des droits nationaux des Palestiniens (fin de l'occupation civile et militaire, droit à l'autodétermination et droit au retour des réfugiés) en échange d'un cessez-le-feu, mais seulement des droits basiques et un peu d'oxygène. L'intransigeance est à situer, une fois de plus du côté de l'Etat d'Israël, qui démontre à qui voulait l'oublier qu'il poursuit, au nom de sa soi-disant « sécurité », une entreprise méticuleuse de destruction de la société palestinienne afin de l'empêcher de pouvoir revendiquer collectivement ses droits. Tel est l'un des objectifs inavoués de l'agression contre Gaza : renvoyer la petite bande côtière à l'âge de pierre afin que les préoccupations de la population ne soient pas liées à la lutte pour la fin de l'occupation mais à la lutte pour la reconstruction et la survie.

C'est pourquoi, dans les négociations actuelles, Israël refuse d'entendre parler d'une véritable levée du blocus, qui permettrait en effet aux Gazaouis de respirer un peu et, à terme, de se réorganiser pour combattre l'occupation. On serait tenté de dire que l'Etat d'Israël aurait tort de se priver d'agir de la sorte dans la mesure où personne, dans les chancelleries occidentales, ne formule de quelconques exigences à son égard et ne considère qu'il faudrait exercer de quelconques pressions à son encontre. Bien au contraire, on



Cet été, sur un mur de Derry, bastion républicain d'Irlande du Nord. © Poy.

accuse les Palestiniens d'être responsables de l'échec des soi-disant « trêves » et on exige qu'ils cessent de revendiquer leurs droits, les plus élémentaires, en échange d'une « accalmie », entendre la fin des bombardements massifs.

ÉTENDRE LA CAMPAGNE BDS

Dès lors, il est plus qu'urgent d'entendre les appels répétés des organisations palestiniennes, qu'il s'agisse des organisations politiques ou des structures de la société civile, qui ne cessent de répéter que l'urgence est aujourd'hui à l'imposition de véritables sanctions contre Israël, avec l'extension de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions), seule à même d'exercer de véritables pressions sur Israël, de contribuer à son isolement et de modifier le rapport de forces en faveur des Palestiniens. Comme le soulignaient dès le 15 juillet plusieurs organisations de la société civile de Gaza, « sans pression et sans isolement, le régime israélien n'a cessé de prouver qu'il continuera à perpétrer des massacres tels que ceux auxquels nous assistons pour l'instant et qu'il n'a nullement l'intention de mettre un terme à des décennies d'épuration ethnique, d'occupation militaire et de politique d'apartheid. (...) Nous vous invitons à rallier la campagne sans cesse croissante de Boycott, désinvestissement et sanctions afin de demander des comptes à cet Etat voyou qui se révèle une

fois de plus si violent tout en bénéficiant pourtant de la plus grande impunité ».

Le meilleur service à rendre aux Palestiniens est donc de faire preuve d'au moins autant de détermination et d'obstination qu'eux en faisant payer le prix des souffrances qui leur sont infligées à l'Etat d'Israël et à tous ceux qui le soutiennent, entre autres et notamment le gouvernement Hollande-Valls. Trêve durable ou pas, la lutte devra se poursuivre afin d'éviter qu'Israël ne se sente libre, à l'avenir, de bombarder, d'emprisonner, d'expulser, de tuer et de coloniser. Qu'il s'agisse de leurs droits nationaux ou de leurs droits les plus élémentaires, les droits des Palestiniens ne sont pas négociables et ne peuvent être sacrifiés sur l'autel des intérêts de l'Etat d'Israël et de ses alliés occidentaux et arabes. En d'autres termes, et comme le répètent depuis des décennies les Palestiniens et tous ceux qui sont authentiquement solidaires de leur cause : sans justice, il n'y aura pas de paix. □

Le legs de la Première Internationale

PAR PASCAL MORSU

Le cent-cinquantième de la fondation de l'AIT, l'Association internationale des travailleurs, connue depuis comme la Première Internationale, est l'occasion de revenir sur son histoire et ses enseignements, trop souvent méconnus. En n'omettant pas les limites qui s'avérèrent rapidement insurmontables, donc parfois en démythifiant, mais en soulignant aussi et surtout son immense apport pour la construction d'un mouvement ouvrier indépendant et révolutionnaire.

I – Aux origines : « le produit spontané du mouvement prolétaire »

C'est à 1862 que remontent les origines de l'Association internationale des travailleurs (AIT). En effet, lors de l'exposition universelle tenue à Londres cette année-là, un contingent de 200 délégués ouvriers français fut financé par le régime impérial pour y visiter le salon de l'industrie. Mais ces ouvriers rencontrèrent surtout les responsables des syndicats britanniques, les trade-unions.

Quelques mois plus tard, de nouveaux contacts eurent lieu, en relation avec le déclenchement de la guerre civile américaine. Des deux côtés de la Manche se constituaient en effet des comités de soutien au Nord anti-esclavagiste. A Londres, ce sont les dirigeants trade-unionistes (Odger, Cremer ainsi que le libéral Beesly) qui en furent à l'origine. Du côté français, on retrouvait les mêmes qui avaient constitué la délégation de 1862 – notamment le ciseleur en bronze proudhonien, Tolain.

À la même époque éclatait l'insurrection polonaise contre le régime tsariste, universellement exécré. Un meeting international se tenait donc le 22 juillet 1863 à Londres. Odger, Cremer mais aussi Tolain y prirent la parole. Le lendemain, une réunion se tint à l'initiative du conseil londonien des trade-unions. Le principe d'une liaison plus étroite entre le mouvement ouvrier britannique et celui du continent y fut adopté. Selon David Riazanov, « les trade-unionistes recherchaient chaque occasion d'influer sur les ouvriers étrangers arrivés en Angleterre. Or c'était au moyen d'une organisation unissant les ouvriers des différentes nationalités qu'il était le plus facile d'y parvenir. »¹

Une adresse des ouvriers anglais à leurs camarades français fut donc publiée en

novembre 1863.

« La fraternité des peuples est extrêmement nécessaire dans l'intérêt des ouvriers. Car chaque fois que nous essayons d'améliorer notre condition sociale au moyen de la réduction de la journée de travail ou de l'augmentation des salaires, on nous menace toujours des faire venir des Français, des Allemands, des Belges qui travaillent à meilleur compte. Si cela s'est fait parfois, la faute n'en est certes pas aux frères du continent, mais exclusivement à l'absence de liaison systématique entre les classes industrielles des différents pays. Nous espérons que de tels rapports s'établiront bientôt ».²

Les militants français réagirent favorablement. Ils rédigèrent une réponse et chargèrent une délégation de la porter à Londres. C'est pour accueillir cette délégation qu'Odger et ses camarades convoquèrent le fameux meeting de Saint Martin's Hall, le 28 septembre 1864, à l'occasion duquel fut fondée l'Association internationale des travailleurs.

Tout ceci pour dire que la fondation de l'Internationale fut le produit du mouvement le plus spontané de la classe ouvrière, dans le processus qui le fit émerger comme facteur politique.

« (L'AIT) n'est fille ni d'une secte ni d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire, engendré lui-même par les tendances naturelles et irrépressibles de la société moderne. »³

LE MEETING DE SAINT MARTIN'S HALL

Le Bee-Hive, la revue des syndicats britanniques, a publié un compte-rendu de ce meeting dans son édition du 1^{er} octobre 1864⁴. La réunion rassembla 2 000 personnes, dont des délégations significatives d'ouvriers étrangers (polonais,

italiens...). La délégation française était menée par l'infatigable Tolain. Depuis son arrivée à Londres, Marx s'était montré d'une totale discrétion, concentré sur ses travaux scientifiques (*Le Capital* serait publié en 1869). Mais il sortit alors de cette réserve et accepta de faire partie, sans intervenir, de la tribune.

En tout cas, le président de séance, Beesly situa le meeting dans la continuité des contacts internationaux décrits ci-dessus. Puis Odger rappela l'adresse des ouvriers anglais à leurs camarades français. Tolain répondit par une intervention se concluant par : « Il faut nous unir, travailleurs de tous pays, pour opposer une barrière infranchissable à un système funeste (...) Sauvons nous par la solidarité ! »

Proposition fut faite, et adoptée par acclamations, de créer une « commission centrale » de représentants ouvriers internationaux. Basée à Londres, elle élaborerait les « statuts et règlements » de la future association. Le Conseil Général fut donc constitué, présidé par les animateurs des syndicats anglais. Pour l'Italie, Wolff représentait les mazzinistes⁵. Enfin, les communistes allemands Eccarius et Marx y étaient associés.⁶

PREMIERS TRAVAUX : L'ADRESSE INAUGURALE DE L'AIT...

Suite au meeting, Marx s'était intégré au sein du sous-comité chargé d'élaborer les documents constitutifs de l'AIT. Il y prit toute sa place – l'Adresse inaugurale est largement due à sa plume. Ce document se compose de deux parties – la première décrit le sort d'alors de la classe ouvrière européenne, la seconde revient sur les luttes de classe et réaffirme le soutien de la nouvelle

organisation à la cause polonaise. Le texte lui-même est très mesuré : même des termes comme « socialisme » ou « communisme » en sont absents.

Un passage de l'adresse revient sur les expériences de travail coopératif – les proudhoniens (mais aussi les oweniens⁷ britanniques) y voyaient la solution miracle aux problèmes du salariat. Les termes sont visiblement choisis pour ne pas les heurter : « la valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. » Tout au plus Marx se limite-t-il à réaffirmer la nécessité de la conquête du pouvoir politique : « le travail coopératif pour sauver les masses ouvrières doit être développé aux dimensions nationales et conséquemment soutenu par des moyens nationaux. »

Au final, il faut avoir en tête ces mots de Marx pour comprendre l'extrême prudence dont il fit preuve : « Il était très difficile d'écrire la chose de telle sorte que nos conceptions parussent sous une forme qui les rendit acceptables dans l'état actuel du mouvement ouvrier. (...) il se passera du temps avant que le réveil du mouvement ne permette l'ancienne audace de langage » [celle du Manifeste - NdR].⁸

... ET SES STATUTS

Concernant les statuts, les travaux partirent d'un document d'origine italienne très marqué par les approches sectaires et conspiratives. Selon Marx, ce projet tendait à faire du Conseil Général un « gouvernement central (...) des classes ouvrières européennes »⁹. Afin de mettre en échec ces conceptions, Marx dut accepter de voir figurer des considérants moraux très discutables : « (...) l'Association Internationale des Travailleurs a été fondée. Elle déclare que toutes les sociétés et individus y adhérant reconnaîtront comme base de leur comportement les uns envers les autres et envers tous les hommes, sans distinction de couleur, de croyance et de nationalité, la Vérité, la Justice et la Morale. Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs. »

Cette concession permit de donner une extrême souplesse aux statuts de l'AIT, se bornant à définir l'Association comme « un point central de communication et de coopération entre les ouvriers de différents pays aspirant au même but, savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière ». Étant entendu que « l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Danemark venaient

seulement d'entrer dans le mouvement ou y entrèrent alors. En 1864, le caractère théorique du mouvement était en réalité dans toute l'Europe, dans les masses s'entend, encore très confus. »¹⁰.

Donc, « lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea les Statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière de cette époque pussent y participer : Proudroniens, Pierre Lerouxistes¹¹ et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle fut (...) »¹²

1 D. Riazanov, « Marx et Engels », Les bons caractères, 2004.

2 Ch. Labrande, « La Première Internationale », 10-18, 1976.

3 Rapport du Conseil général de l'AIT au congrès de Bruxelles (1868).

4 Cf. « Le mouvement social » n° 51, mai-juin 1965.

5 De Giuseppe Mazzini (1805-1872), révolutionnaire et républicain, socialiste idéaliste et nationaliste, combattant de l'unité italienne.

6 Marx à Engels, 4 novembre 1864.

7 Du socialiste utopique gallois, Robert Owen, considéré comme le fondateur du mouvement coopératif.

8 Marx à Engels, 4 novembre 1864.

9 Idem.

10 Engels, lettre à Sorge, 12-17 juillet 1874.

11 Partisans du socialiste républicain et utopique français, Pierre Leroux (1797-1871).

12 Engels, lettre à Sorge, 27 janvier 1887.

La grève au Creusot, peinture de Jules Adler (1891). DR.



II – 1865-67 : constitution de l'Internationale

À partir de sa proclamation, les progrès de l'Association avaient été réels, sans qu'on puisse parler de raz-de-marée.

En France, un bureau de l'AIT se constituait autour de Tolain, vite rejoint par B. Malon et Varlin. Tous sont proudhoniens, certains se voient reprocher leur complaisance vis-à-vis du régime bonapartiste. A ce stade, les blanquistes – l'autre grande branche du socialisme français – restent hors de l'association. Des groupes se créent à Lyon, Rouen, Lisieux... On estime qu'à Paris, l'association dispose de 400 militants en 1865¹.

En Grande-Bretagne, les adhésions de sociétés ouvrières se succèdent : cordonniers, maçons, charpentiers... Mais ces adhésions ont une portée surtout symbolique, contrairement à la France. L'influence de l'AIT est cependant notable au sein de la *Reform League*, qui rassemblera jusqu'à 200 000 personnes dans les rues de Londres pour l'élargissement du suffrage universel.

En Suisse, il y a déjà 500 adhérents en juillet 1865. Les choses s'avèrent par contre plus difficiles en Allemagne, où la division du mouvement socialiste est profonde. En Belgique, le travail mené par De Paepe est encore embryonnaire.

MARXISTES ET PROUDHONIENS

Durant ces années, l'AIT fut le théâtre de multiples confrontations entre proudhoniens et militants plus ou moins « marxistes ».

Proudhon, décédé en 1865, gardait encore une influence réelle au sein du socialisme français. Sa vision de l'abolition du salariat était celle d'une association de libres producteurs par opposition aux collectivistes, défenseurs de l'appropriation collective des moyens de production, du socialisme. Ce mutualisme rejetait les actions de classe : « il n'y a pas plus de droit à la grève que de droit à l'inceste »².

Partant de là, les proudhoniens « étroits » ne voyaient dans l'AIT que l'embryon d'une société d'études internationale, débattant doctement de grands sujets auxquels était confronté le mouvement ouvrier. D'où aussi leur

refus de s'engager sur le terrain politique, électoral ou autre.

Comme on s'en doute, Marx, dont le rôle dirigeant s'affirmait durant ces mois, affronta ces positions. Ainsi, la brochure « Salaires, prix et profits » est le résultat d'un débat mené au sein du Conseil général en 1865 et visant à se dégager des conceptions proudhoniennes.

Celui étant, Marx et ses partisans étaient tout autant éloignés d'une conception d'état-major : « l'œuvre de l'Association internationale est de combiner, de généraliser et de donner de l'uniformité aux mouvements spontanés des classes ouvrières, mais non de les diriger ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire. » Il s'agissait pour eux de constituer une base d'appui à la lutte de classe telle qu'elle se menait, de contribuer à formuler ses objectifs. Ni plus, ni moins.

FACE À LA GUERRE CIVILE AMÉRICAINE : AUX CÔTÉS DE LINCOLN ET DES RÉPUBLICAINS

L'Internationale s'est constituée à une époque où la bourgeoisie conquérait l'Europe et le monde – c'est l'époque de la révolution industrielle. Pour la bourgeoisie, démocratie politique et progrès économique se conjuguèrent. Le mouvement ouvrier se situait alors à l'aile gauche du camp démocratique, le poussait à aller aussi loin que possible.³

Durant la guerre civile américaine, l'AIT soutint donc sans hésitation le camp yankee. D'autant plus que les positions de Lincoln méritent d'être citées : « Le travail précède le capital. Le capital est seulement le fruit du travail et il n'aurait jamais pu exister si le monde du travail n'avait tout d'abord existé. Le travail est supérieur au capital et mérite donc une plus grande considération (...). Dans la situation actuelle, c'est le capital qui détient tout le pouvoir et il faut renverser ce déséquilibre. »⁴ Ou, s'adressant à des syndicalistes : « Vous avez compris mieux que quiconque que la lutte contre l'esclavage vise à émanciper le monde du travail (...). La libération des esclaves du Sud et celle des travailleurs du Nord ne sont qu'un seul et même combat. »

Le soutien de Marx et Engels aux républicains abolitionnistes s'explique donc aisément. Ainsi, à l'occasion de la réélection de Lincoln (novembre 1864), le Conseil général lui envoya une lettre de félicitations contenant les considérations suivantes : « Depuis le début de la lutte titanesque que mène l'Amérique, les

ouvriers d'Europe sentent instinctivement que le sort de leur classe dépend de la bannière étoilée (...) Les ouvriers d'Europe sont persuadés que si la guerre d'Indépendance américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes bourgeoises, la guerre anti-esclavagiste américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes ouvrières. Ils considèrent comme l'annonce de l'ère nouvelle que le sort ait désigné Abraham Lincoln, l'énergique et courageux fils de la classe travailleuse, pour conduire son pays dans la lutte sans égale pour l'affranchissement d'une race enchaînée et pour la reconstruction d'un monde social. »

CONFÉRENCE DE LONDRES (1865), CONGRÈS DE GENÈVE (1866) ET LAUSANNE (1867)

Lors de la constitution de l'AIT, un congrès avait été prévu un an plus tard, en Belgique. Mais seule une conférence put se tenir à Londres, vu les conditions politiques régnant dans le pays. Cette conférence établit une liste de 12 questions devant être traitées par le congrès à venir, dont celles des sociétés ouvrières (syndicats), du travail des femmes et des enfants, de la Russie et de la Pologne.

Réunissant une soixantaine de délégués, le congrès de Genève⁵ fut donc la première tentative de clarifier différents points de programme.

• *Le travail coopératif*

Pour les proudhoniens, la solution à la question sociale viendrait de la coopé-

ration des producteurs entre eux. Le congrès se garda de condamner ces conceptions : « nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de la société présente (...) Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital (...) peut être supplanté par le système républicain de l'association de producteurs libres et égaux ».

Mais le congrès insista sur la nécessité de la conquête du pouvoir politique : « pour convertir la production en un large et harmonieux système de travail coopératif, des changements sociaux généraux sont indispensables (...) Donc le pouvoir de gouvernement, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les classes ouvrières elles-mêmes. »

Cela étant, il faut noter le caractère encore vague de cette formule. Quelle devait être la forme de ce pouvoir politique ? La classe ouvrière pouvait-elle conserver telles quelles les institutions bourgeoises ? A ce stade, ni Marx ni l'Internationale ne répondaient à ces questions...

• *La question syndicale*

On sait que Marx et Engels étaient fascinés par le développement du mouvement syndical britannique⁶. On ne sera donc pas étonné que le rapport au congrès de Genève comporte une section relative aux « sociétés ouvrières, leur passé, leur présent, leur avenir ». Constatant que « les trade-unions s'occupent

trop exclusivement de luttes immédiates. Elles n'ont pas assez compris leur pouvoir d'action contre le pouvoir capitaliste lui-même », Marx affirmait qu'« elles doivent maintenant agir sciemment comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. » C'est en dernière analyse l'ouverture d'une discussion qui se poursuit toujours et qui oppose les militants lutte de classe et les militants trade-unionistes, qui ne veulent pas quitter le terrain d'un réformisme plus ou moins consistant.

• *Le travail des femmes et des enfants*
Le congrès fut le théâtre de débats importants concernant ce sujet. A l'époque, il n'était pas rare de voir l'industrie utiliser des enfants d'à peine six ans. Le congrès se prononça donc contre tout emploi d'enfants de moins de neuf ans.

Concernant le travail des femmes, on sait que Proudhon le dénonçait comme cause essentielle de « dégénérescence de l'espèce humaine ». Pour lui, la place des femmes était au foyer. Or les délégués français furent en mesure de faire prévaloir ces vues au Congrès.

L'AIT allait ainsi rater sa jonction avec la cause de la libération des femmes, qui ne fut jamais un thème central de son activité.

• *La question polonaise*

Le rapport du Conseil général réaffirmait son soutien à la cause polonaise, dans la continuité du meeting de fondation de l'AIT. Cette position fut confir-

mée à Genève. Ce qui n'empêcha pas les délégués français, hostiles à toute incursion sur le champ politique, de déclarer que « (...) délégués à un congrès économique, nous croyons n'avoir rien à dire sur la reconstitution politique de la Pologne. »

En arrière-plan, la question posée était donc celle de la nature de l'Internationale : organisation politique du mouvement ouvrier ou structure étroitement économiste ?

• *Coopération ou collectivisme ? – Rôle de l'Etat*

Tout un débat sur la question eut lieu à Lausanne, égratignant les dogmes proudhoniens. Le congrès se prononça en effet pour « tendre à rendre l'Etat propriétaire des moyens de transport et de circulation », ce qui était un pas vers les thèses collectivistes honnies des proudhoniens. De plus, le Congrès adopta une résolution réaffirmant « que l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique ».

Là encore, on s'éloignait de l'indifférence politique prônée par Proudhon (puis par les anarchistes).

1 M. Léonard, « L'émancipation des travailleurs ».
2 Cf. J. Rougerie, « Sur l'Histoire de la Ière Internationale » in « Le mouvement social » n° 51, mai-juin 1965.
3 Voir à ce sujet le texte « La révolution en permanence ! » de Marx (1850).
4 A. Lincoln, « Message à la nation », 3 décembre 1861.
5 Marx n'y assista pas. En fait, il n'assista qu'à un seul congrès de l'Internationale, celui de La Haye (1872).
6 Voir la partie finale de « Misère de la philosophie ».

Proudhon, Marx et Bakounine. DR.



III – 1868-1871 : l'âge d'or

À partir de 1867-68, le travail de construction de l'AIT commença à porter ses fruits. Le fait que des organisations entières puissent rejoindre l'Internationale rend toute estimation quantitative malaisée, mais quelques indices permettent de prendre la mesure de cette croissance. On estime qu'en 1867, les internationaux britanniques étaient autour de 50 000. En 1869, le congrès des trade-unions britannique appelle d'ailleurs ses organisations constitutives à rejoindre l'Internationale. En Suisse, en Belgique, il est question de 6 000 adhérents. Le cas de la France est plus difficile à évaluer – de 20 à 40 000 adhérents début 1870¹. Enfin, à la même époque, les sections ibériques de l'AIT se constituèrent, revendiquant 40 000 adhérents. Ces forces permirent à l'Internationale de développer une activité réelle de solidarité dans diverses luttes (mineurs de Charleroi, ouvriers du bâtiment genevois, grèves françaises de 1869...). Tout ceci transforma l'Internationale en mythe dans la presse bourgeoise, qui exagérait cependant largement la puissance de l'organisation.

TOURNANT EN FRANCE

Depuis 1864, la France était le théâtre d'une accélération des luttes de classes, de la multiplication des mouvements grévistes. Les internationaux français en étaient au premier rang. En novembre 1867, la police bonapartiste perquisitionnait le local parisien de l'AIT, l'association était interdite. Elle se voyait obligée de fonctionner clandestinement et sa direction était remaniée : Varlin et Malon en prenaient la tête, alors que Tolain et ses camarades se mettaient en retrait.

Derrière ces changements, il y avait l'impossibilité pour l'AIT de fonctionner comme une anodine « société d'étude » ainsi que le préconisaient les proudhoniens. A travers eux, c'est le proudhonisme « historique », étroitement économiste et coopératif – bref, réformiste – qui s'effaçait. Inversement, les évolutions internes à l'AIT en faveur des thèses collectivistes se sont accélérées.

LA QUESTION DE L'IRLANDE

Marx et Engels s'étaient toujours montrés extrêmement sensibles à la question irlandaise².

« L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent (...) Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation dominante et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent contre l'Irlande (...) L'irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. »³

Après les insurrections irlandaises de 1866, Marx écrivit à Engels : « Autrefois, je ne croyais pas possible la séparation de l'Irlande et de l'Angleterre. Je la crois actuellement inévitable, bien qu'après la séparation, il puisse y avoir une fédération. »⁴

Or, en septembre 1868, la question revint sur le devant de la scène. Un commando fenian⁵ attaqua en effet une prison, faisant un mort parmi les policiers. Trois nationalistes irlandais furent arrêtés arbitrairement, condamnés et exécutés.

A cette occasion, le Conseil général se prononce pour « un mode de gouvernement républicain, la liberté de conscience, pas de religion d'État, le produit de leur travail aux travailleurs et la propriété du sol au peuple. » Sans nécessairement s'y limiter, l'AIT faisait donc sienne les revendications irlandaises.

Cette méthode générale allait faire école : soutien inconditionnel aux revendications nationales des peuples opprimés (et d'eux seuls), collaboration pratique mais maintien de la plus stricte indépendance du parti ouvrier face aux organisations nationalistes.

Ce soutien à l'Irlande allait évidemment aider au développement de l'AIT dans ce pays, ainsi qu'au sein de l'émigration irlandaise aux Etats-Unis. A l'opposé, il allait heurter les trade-unionistes anglais, qui commencèrent à s'éloigner de l'Internationale.

LE CONGRÈS DE BRUXELLES (1868)

Fondamentalement, le congrès de Bruxelles poursuivit la tâche de soutien théorique au mouvement ouvrier que l'AIT s'était assignée. Dans ce contexte, le président de séance, Jung, était amené à préciser que son objectif n'était pas « d'élever par les grèves ou autrement le salaire des ouvriers ; son but est de détruire le salariat. »⁶

Divers sujets furent abordés, tels que le machinisme et la réduction du temps de travail. La discussion relative aux grèves permit de mesurer la perte d'influence du proudhonisme au sein de l'association. Rappelons que Proudhon n'avait hésité à écrire que « la grève des ouvriers est illégale. Et ce n'est pas seulement le Code pénal qui dit cela, c'est le système économique. »

A l'opposé, le congrès adopta sans résistance notable une résolution stipulant que « la grève n'est pas un moyen d'affranchir complètement le travailleur, mais qu'elle est souvent une nécessité dans la situation actuelle de

lutte entre le travail et le Capital » et appela à constituer partout où c'était nécessaire des caisses de grève, en s'appuyant sur les exemples suisse ou anglais.

APPARITION DE L'ANARCHISME

En 1868, Bakounine constitua en Suisse son Alliance internationale pour la démocratie socialiste. Cette Alliance demanda rapidement à rejoindre l'Internationale, s'appuyant sur de réels contingents de partisans en Suisse et en Europe du Sud (France, Espagne, Italie).

Le Conseil général commente : « À côté du Conseil général de l'Association internationale, élu par les congrès ouvriers de Genève, de Lausanne et de Bruxelles, il y aurait, d'après le règlement initiateur, un autre Conseil central à Genève, qui s'est nommé lui-même. À côté des groupes locaux de l'Association internationale, il y aurait ceux de l'Alliance internationale qui, "par l'intermédiaire de leurs bureaux nationaux", fonctionnant en dehors des bureaux nationaux de l'Association, demande-

raient "au bureau central de l'Alliance leur admission dans l'Association internationale des travailleurs". Le comité central de l'Alliance s'arroge ainsi le droit d'admission dans l'Association internationale. Enfin, le Congrès général de l'Association internationale trouverait encore sa doublure dans le Congrès général de l'Alliance internationale. »

Le Conseil refusa donc un tel ralliement (22 décembre 1868). Dans sa réponse à l'Alliance, il appelait à sa dissolution dans le cadre de l'AIT, en des termes extrêmement ouverts : « A l'exception des cas où la tendance générale de l'Association internationale serait contredite, il correspond à ses principes de laisser à chaque section la liberté de formuler son programme théorique. Il n'existe donc pas d'obstacle pour la conversion des branches de l'Alliance en sections de l'Association internationale des travailleurs. »

Finalement, les bakouninistes acceptèrent ces conditions et intégrèrent l'AIT, malgré les soupçons de maintien clandestin de l'Alliance. En tout cas, une forte délégation anarchiste

participa au congrès suivant de l'Internationale. Les désaccords entre marxistes et anarchistes portaient sur trois questions principales :

- La question de l'Etat : pour les anarchistes, il ne peut être question d'Etat ouvrier, socialiste – tout Etat étant oppressif par nature.

- L'activité politique : selon les partisans de Bakounine, toute intervention politique, notamment électorale, est à proscrire. Seule compte l'action directe, la grève générale.

- Le régime de parti. Contre toute centralisation, chaque organisation membre de l'Internationale était censée pouvoir adopter les méthodes de lutte qu'elle voulait - lutte de masse, coups de force conspiratifs, etc.

LE CONGRÈS DE BÂLE (1869)

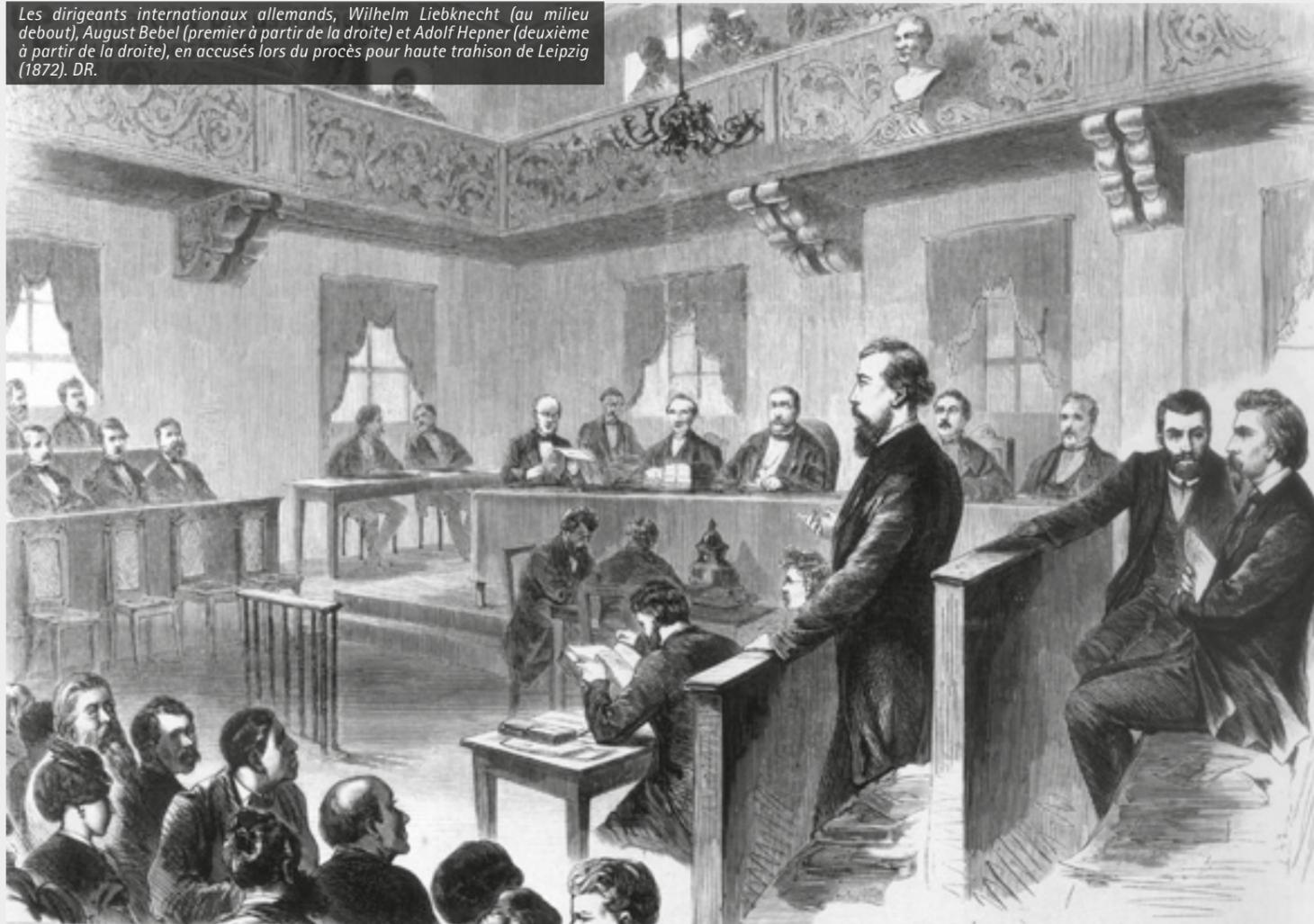
Le congrès de Bâle a été celui d'une organisation en plein développement, ainsi que le montre le rapport d'activité. Deux questions prirent un caractère central durant ce congrès. La question de la propriété du sol avait été effleurée précédemment, mais c'est à Bâle que le sujet fut tranché dans le sens de l'appropriation collective – nouvelle victoire de l'aile communiste de l'organisation, donc.

Mais Bâle, c'est surtout la première confrontation entre marxistes et anarchistes. Bakounine y mena campagne contre le droit d'héritage, mais le Conseil général s'y opposa car « proclamer l'abolition du droit d'héritage comme point de départ d'une révolution sociale ne peut que détourner les travailleurs du véritable point d'attaque contre la société présente. » En clair, cela aurait été donner à cette marotte anarchiste une importance qu'elle n'avait pas. L'essentiel c'est l'exploitation capitaliste, pas l'héritage.⁷

Au final, la résolution bakouniniste fut rejetée de justesse. L'avertissement était net : désormais, dans l'AIT, il faudrait compter avec le courant anarchiste...

Dans ces conditions, les rapports internes se tendirent. Marx et ses partisans se lancèrent dans une offensive en règle contre les partisans de Bakounine, accusés de multiplier les manœuvres. Seules la guerre et la Commune allaient retarder les échéances et l'inévitable affrontement.

Les dirigeants internationaux allemands, Wilhelm Liebknecht (au milieu debout), August Bebel (premier à partir de la droite) et Adolf Hepner (deuxième à partir de la droite), en accusés lors du procès pour haute trahison de Leipzig (1872). DR.



GUERRE FRANCO-ALLEMANDE : UNE POLITIQUE INTERNATIONALISTE

Depuis plusieurs années déjà, le régime bonapartiste tentait de freiner la marche à l'unité allemande, menée sous direction prussienne. Au-delà, l'Empire revendiquait divers territoires allemands, le Luxembourg, une partie de la Belgique... La guerre qui se déclencha en juillet 1870 était une guerre d'agression de la France contre une Allemagne en voie d'unification.

Dès le 23 juillet 1870, Marx fit adopter une première adresse par le Conseil général de l'Internationale. Réaffirmant le caractère « purement dynastique » de la guerre du côté français, donc son soutien à l'Allemagne, l'AIT n'en prévenait pas moins par avance les travailleurs allemands : « Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera toujours un désastre. » L'AIT ne pouvait s'opposer à une guerre de défense nationale, mais elle mesurait le risque de sa transformation en guerre de brigandage, s'y opposait par avance. Rapidement, il fut en effet clair que Berlin allait utiliser sa victoire militaire pour annexer l'Alsace et la Lorraine. Dans le même mouvement, dès septembre, la direction social-démocrate allemande, menée par August Bebel et Wilhelm Liebknecht, se prononçait pour offrir « une paix honorable » (donc sans annexions) à la nouvelle République française : « une paix honorable est dans l'intérêt allemand, parce qu'une paix honteuse ne serait qu'une trêve jusqu'à l'heure où la France serait assez forte pour laver sa honte. »

Les dirigeants socialistes allemands payèrent leur fidélité à l'internationalisme prolétarien au prix fort. Tous écopèrent de prison pour haute trahison – Bebel et Liebknecht furent incarcérés durant deux ans. Mais au final, leur fermeté ne fit qu'accélérer le développement du marxisme en Allemagne.

LA COMMUNE, PREMIER GOUVERNEMENT OUVRIER DE L'HISTOIRE

Revenir en détail sur les enseignements de la Commune de Paris dépasserait le cadre de ce travail. Indiquons simplement que cet événement majeur ne peut être compris inséparablement l'essor de l'AIT. Il allait bouleverser les rapports politiques internationaux : « la lutte de Paris a fait entrer dans une nouvelle phase la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et son Etat »⁸.

Car un enseignement décisif devait être tiré de cette expérience : « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte. » Et « si le prolétariat de Paris avait fait la révolution de Février [1848] au cri de "Vive la République sociale", ce cri n'exprimait guère qu'une vague aspiration à une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même. La Commune fut la forme positive de cette république ».

Et Marx de préciser ce qu'était la Commune : « c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte des classes des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin découverte sous laquelle l'émancipation économique du travail pouvait être réalisée »⁹.

Cette « forme enfin découverte », c'est celle des élus révocables, de la suppression de l'armée permanente, de l'expropriation des Eglises, etc. A partir de la Commune, le mot d'ordre de conquête du pouvoir politique devient un objectif concret. « Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat »¹⁰.

Le legs de la Commune est donc décisif.

LA CONFÉRENCE DE LONDRES (16-23 SEPTEMBRE 1871)

La guerre civile française avait rendu impossible la tenue de congrès statutaires en 1870 et 1871. Décision fut donc prise de tenir une conférence, sorte de Conseil général élargi, en

particulier aux blanquistes. Nombre d'entre eux avaient rallié l'Internationale, Edouard Vaillant en tête. C'est lui qui fit adopter par la conférence de Londres une motion rappelant que « la question politique et la question sociale sont indissolublement unies, qu'elles ne sont que la double face d'une seule et même question que l'Internationale s'est proposée de résoudre : l'abolition des classes. »

Au final, cette conférence d'une organisation en crise fut malgré tout l'occasion d'une nouvelle progression politique. La résolution IX soumise au prochain congrès affirmait ainsi que « le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ». C'était un appel clair et net à constituer des partis ouvriers, ainsi que ce sera le cas un peu partout en Europe à la fin du XIX^e siècle. Le pas était décisif.

RÉALIGNEMENTS

Fin 1871, l'Internationale se trouvait dans une situation paradoxale. Depuis la Commune, jamais son écho n'avait été aussi fort. Mais en même temps sa situation interne était désastreuse. L'écrasement de la Commune avait frappé durement le mouvement ouvrier français, qui disparut littéralement pour un temps. Ses meilleurs cadres avaient été liquidés¹¹ ou contraints à l'exil. D'autres abandonnèrent le combat¹². Le premier pilier sur lequel s'était construit l'AIT était donc durablement affaibli.

En Grande-Bretagne, les choses n'allaient guère mieux. Odger et les trade-unionistes ne pouvant endosser le contenu de La guerre civile en France, ils quittèrent le Conseil général. A ceci s'ajoutait la distance maintenue par les dirigeants socialistes allemands, en premier lieu ceux du SAPD¹³, renforcée par la répression en cours. Dans ces conditions, la pression anarchiste au sein de l'association allait se renforcer, les rapports internes se crispent encore.

En avril 1870, la fédération suisse romande scissionnait. Contre l'objectif de conquête du pouvoir politique, sa majorité bakouniniste affirmait que « toute participation de la classe ouvrière à la politique bourgeoise gouvernementale ne peut avoir d'autre résultat que la consolidation de l'ordre des

choses existant (...) Le congrès romand commande à toutes les sections de l'AIT de renoncer à toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen des réformes politiques nationales, et de porter toute leur activité sur la constitution fédérative de corps de métiers ».

En novembre 1871, les partisans de Bakounine publiaient la circulaire de Sonvilier, qui affirmait notamment à propos du Conseil général : « Composé pendant cinq années de suite des mêmes hommes, toujours réélus, et revêtu par les résolutions de Bâle d'un pouvoir très grand sur les Sections, il a fini par se regarder comme le chef légitime de l'Internationale. Le mandat de membre du Conseil général est devenu, entre les mains de quelques individualités, comme une propriété personnelle, et Londres leur a paru la capitale inamovible de notre Association. Peu à peu, ces

IV – 1872 : la Fin

Le congrès de La Haye se tint en septembre 1872, dans l'atmosphère qu'on imagine. Pour la première fois, Marx était présent¹. Épuisé par les tâches assumées depuis plus de sept ans, il avait annoncé son intention de se mettre en retrait.

Fait inédit, incidents et invalidation de mandats se multiplièrent. Le premier affrontement proprement politique eut lieu à propos des pouvoirs du Conseil général. Le leader bakouniniste suisse, James Guillaume, y développa une orientation qu'on aurait appelé liquidatrice si le terme était déjà en usage :

« L'Internationale soutient deux sortes de luttes : la lutte économique, qui se traduit par les grèves ; la lutte politique, qui, suivant les pays, se traduit par des candidatures ouvrières ou par la révolution. Ces deux luttes sont inséparables ; elles doivent être menées ensemble ; mais le Conseil général a-t-il qualité pour nous guider dans l'une ou l'autre de ces luttes ? A-t-il jamais organisé une grève ? Non ; il n'a aucune action sur ces conflits : lorsqu'ils surgissent, c'est la solidarité seule qui nous détermine à agir (...) Nous ne voulons pas, quant à nous, que l'Internationale reçoive des ordres de Londres ni d'ailleurs. Pour la lutte politique, le Conseil général n'est pas davantage nécessaire ; ce n'est pas lui qui a jamais conduit les travailleurs à la révolution : les mouvements révolutionnaires se produisent spontanément, et non sous l'impulsion d'un pouvoir

hommes, qui ne sont que nos mandataires – et la plupart d'entre eux ne sont pas même nos mandataires réguliers, n'ayant pas été élus par un Congrès –, ces hommes, disons-nous, habitués à marcher à notre tête et à parler en notre nom, ont été amenés, par le courant naturel des choses et par la force même de cette situation, à vouloir faire prédominer dans l'Internationale leur programme spécial, leur doctrine personnelle. »

En janvier 1872, Engels répondait avec son article « Le congrès de Sonvilier et l'Internationale », qui n'est pas plus tendre. Puis il y eut la publication de la brochure sur « Les prétendues scissions dans l'Internationale » (juin 1872), véritable réquisitoire contre les anarchistes et la réponse des intéressés.

L'Internationale était désormais en état de guerre interne.

1 Cf. J. Rougerie, « Sur l'Histoire de la Ière Internationale » in « Le mouvement social » n° 51, mai-juin 1965.

2 Cf. Engels, « La situation de la classe laborieuse en Angleterre ».

3 Marx, lettre du 9 avril 1870.

4 Marx, lettre du 2 décembre 1867.

5 Fenians : républicains irlandais au XIX^e siècle.

6 Cf. M. Léonard, « L'émancipation des travailleurs ».

7 Cette revendication est pourtant présente dans le « Manifeste communiste ». Mais dans sa préface de 1872, Marx-Engels procédèrent à une autocritique de cet aspect du texte.

8 Marx, lettre du 17 avril 1871.

9 Marx, « La Guerre civile en France », 1871.

10 Engels, « Préface à La Guerre civile en France », 1891.

11 Ainsi Varlin avait-il été exécuté durant la Semaine sanglante, dans des conditions atroces.

12 Tolain, notamment, s'était rallié au camp versaillais au début de la Commune. Il finit député radical.

13 Parti ouvrier socialiste allemand.

« L'arrestation de Louise Michel », tableau de Jules Girardet (1871). DR.





directeur. En conséquence, nous contes-
tons l'utilité du Conseil général. »².

A quoi Marx répondit dans les termes
suivants : « nous préférons abolir le
Conseil général plutôt que le voir réduit au
rôle de boîte à lettres. » Au final, le camp
marxiste eut gain de cause, ce qui lui
permit de faire voter dans la foulée le
transfert du Conseil de Londres à New
York.³

Concernant l'action politique, le même
Guillaume expliqua : « ceux qui veulent
la conquête du pouvoir politique, la main-
mise sur l'Etat veulent devenir des bour-
geois à leur tour ! (...) Nous refusons la
prise du pouvoir politique de l'Etat, mais
nous exigeons au contraire la destruction
totale de l'Etat en tant qu'expression du
pouvoir politique. »

V – La Première Internationale dans l'Histoire

Le recul permet de prendre la me-
sure de l'originalité de l'AIT. Contrairement aux III^e et IV^e In-
ternationale, l'AIT avait une délimita-
tion politique faible, elle ne se construi-
sit pas sur la base d'un programme. La
I^e Internationale n'était certes pas
« marxiste ».

L'AIT doit plutôt être appréciée comme
un cadre de front unique permettant à
chaque courant ouvrier d'y participer.
Elle permit aussi de fédérer des organi-
sations de type extrêmement divers :
groupes politiques, syndicats, mu-
tuelles...

Cette méthode de construction, refus de
l'ultimatum sectaire et défense pa-
tiente des conclusions du marxisme,
permit au mouvement ouvrier de faire
un bond en avant durant les années
1864-1871, sur le plan tant théorique que
pratique. C'est dans le cadre de l'AIT –
impulsée par Marx – que nombre de
questions aujourd'hui évidentes furent
clarifiées : le rôle des grèves, des coopé-
ratives, etc. Et dans ce mouvement,
Marx et ses partisans ont littéralement
dissous les sectes socialistes consti-
tuées au milieu du XIX^e siècle : owe-
nisme, proudhonisme, etc. « L'histoire
de l'Internationale a été une lutte conti-
nuelle du Conseil général contre les sectes
et les tentatives d'amateur qui essayèrent
toujours de se maintenir contre le mouve-
ment réel de la classe ouvrière. »¹

Évidemment, ce travail est demeuré

Ces positions étaient évidemment in-
compatible avec le contenu de l'Adresse
inaugurale. On comprend que le blan-
quistes Longuet ait alors expliqué que
« pour la lutte économique, les travailleurs
doivent s'organiser en parti politique, si-
non il ne restera plus rien de l'Internatio-
nale, et Guillaume, dont le maître est Ba-
kounine, ne peut appartenir à l'AIT s'il a
de telles conceptions. »⁴. Vint enfin le
rapport de la commission d'enquête re-
lative à l'Alliance bakouniniste – on a
vu les soupçons qui existaient quant à
son maintien clandestin. A tort ou à rai-
son, ces soupçons furent confirmés par
la commission, d'où l'expulsion de Ba-
kounine et Guillaume des rangs de
l'AIT.

La Haye, c'est en fait la fin de l'Internationale.
Certes, deux organisations ri-
vales subsistèrent durant quelques an-
nées⁵. Mais après ce congrès, le Conseil

général londonien avait disparu, Marx
et Engels s'étaient mis en retrait. Même
l'AIT « marxiste » n'avait plus grand
chose à voir avec l'organisation procla-
mée en 1864.

Dans une lettre à Friedrich Adolph
Sorge écrite à la mi-1874 (12 au 17 juil-
let), Engels en prononça l'épithète dans
ces termes : « La vieille Internationale a
complètement cessé d'exister. Et c'est une
bonne chose. (...) Le premier grand succès
devait rompre cette naïve réunion de
toutes les fractions. Le succès fut la Com-
mune ».

¹ Bakounine était par contre absent.
² J. Guillaume, « L'Internationale, documents et souvenirs ».
³ A une courte majorité, 26 voix contre 23.
⁴ Ch. Labrande, « La Première Internationale », 10-18, 1976.
⁵ La dissolution formelle de l'AIT « marxiste » fut prononcée à
Philadelphie en 1876.

de la Commune est dans l'ordre des
choses.

Dès 1870, Marx constatait que sa dyna-
mique tendait à s'épuiser et que « cette
guerre a reporté de France en Allemagne
[où dominaient les partisans du
marxisme dans le mouvement ouvrier
– NdR] le centre de gravité du mouvement
ouvrier continental. »²

C'est ce qui arriva. Le prolétariat euro-
péen reprit à son compte l'appel de l'In-
ternationale à se constituer en parti po-
litique distinct, en « classe pour soi »,
sous l'impulsion première des diri-
geants socialistes allemands. Passé le
choc de la défaite parisienne, de forts
partis ouvièrs bourgeonnèrent dans
toute l'Europe, permettant au proléta-
riat d'améliorer incontestablement sa
situation.

Tout ceci aurait été impossible sans le
travail préparatoire de l'Association in-
ternationale des travailleurs. C'est cette
œuvre irremplaçable que nous revendi-
quons encore aujourd'hui. □

¹ Marx, lettre du 23 décembre 1871.
² Marx, lettre au SAPD, 1er septembre 1870.

LA COMMUNE

L'AIT à l'assaut du ciel ?

*Le rôle de l'Internationale
au moment de la Commune
est difficile à estimer. S'il a
plus été le fait de militants
que d'une action concertée
de parti, dont il serait ardu
de trouver une réelle trace, il
n'en demeure pas moins que
les Internationaux ont impré-
mé leur patte à cette expé-
rience de premier pouvoir
prolétarien, qui en retour
a durablement marqué le
mouvement socialiste.*

Profondément bouleversée par la
guerre, désorganisée par les multi-
ples procès qu'elle a subis sous Na-
poléon, l'Internationale se trouve très affai-
blie le 4 septembre 1870 à la chute de
l'Empire. Franquin, trésorier de l'organisa-
tion, indique au cours d'un interrogatoire
qu'elle comptait « 150 membres au moment
du 18 mars ». Le chiffre est sans doute net-
tement supérieur – et face à la police revan-
charde de Thiers qui gonflait l'importance
de l'organisation, Franquin avait tout inté-
rêt à la minimiser –, pour autant on est loin
du fantôme des Versaillais, porté notam-
ment par Jules Favre, ministre des Affaires
étrangères en 1871 : « J'omettrais un des élé-
ments essentiels de cette lugubre histoire, si je
ne rappelais qu'à côté des jacobins parodistes
(...) il faut placer les chefs d'une société mainte-
nant tristement célèbre, qu'on appelle l'Inter-
nationale, et dont l'action a été plus puissante
peut-être que celle de leurs complices, parce
qu'elle s'est appuyé sur le nombre, la discipline
et le cosmopolitisme ».

Les estimations les plus sérieuses¹ donnent
quelques milliers d'Internationaux à Paris,
sans doute autour de 2 000, mais peu assi-
dus. La force de l'Internationale avant-
guerre reposait sur les corporations qu'elle
influçait, voire qui y étaient rattachées.
Or, tout le mouvement ouvrier, comme les
cercles socialistes, est désorganisé au début
de l'insurrection parisienne. Engels esti-
mait pour sa part que « la Commune [...], in-
tellectuellement, était sans contredit fille de
l'Internationale, quoique l'Internationale n'eût
pas remué un doigt pour la faire »². Il n'a pas
tort car on ne trouve pas trace d'une action
politique concertée de l'Internationale lors

de la Commune, ou alors de piètre impor-
tance.³

Enfin, l'Internationale française était pro-
fondément divisée idéologiquement entre
partisans des théories proudhoniennes,
des théories collectivistes, puis à partir de
1870, blanquistes, ce qui ne manqua pas de
mettre à mal sa capacité à agir d'une seule
voix.

LES MILITANTS DE L'AIT AUX AVANT- POSTES

En revanche, ses militants (et le public de
prolétaires parisiens qu'elle influence de-
puis les dernières années de l'Empire) y ont
joué un rôle de premier plan, d'autant que
nombre d'entre eux sont des « figures » du
prolétariat parisien, largement reconnus
par leurs collègues et appréciés pour leur
lutte sans relâche contre l'Empire et les pa-
trons, à l'exemple d'Eugène Varlin.

Aux élections du 26 mars, sur 92 sièges, on
compte 23 élus membres de l'Internatio-
nale. Varlin, après s'être occupé des Fi-
nances, dirige les approvisionnements ;
Edouard Vaillant est délégué à l'Enseigne-
ment ; Andrieu est en charge des services
publics ; Camélinat est directeur de la Mon-
naie ; Theisz remet en route le service des
Postes ; Dereure et Champy sont en charge
de la Commission des subsistances ; De-
bock a la charge de l'Imprimerie nationale ;
Jules Beslay – disciple de Proudhon – est à
la commission des Finances⁴.

Les militants de l'Internationale, partout
où ils sont présents, tentent de remettre un
semblant d'ordre aux services publics pour
les faire fonctionner. Ce sont encore les
mêmes qui s'investissent dans la garde na-
tionale pour assurer la défense de Paris. Les
Internationaux occupent toutes les tâches
civiles et civiques possibles : ils contrôlent
les chemins de fer et la voirie, collectent
l'impôt, se font commissaires et inspec-
teurs de police, gèrent les canalisations et
les services funéraires de la capitale, et en-
fin partout dans les mairies, travaillent
sans relâche.

LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'ECHANGE

Mais c'est au sein de la Commission du Tra-
vail et de l'Echange, qu'ils ont peuplée toute
entière, que les Internationaux ont joué le
rôle politique le plus important. L'œuvre so-
ciale de la Commune est quasi tout entière
de leur fait. Parmi ceux qui y ont joué un
rôle de premier plan on compte notamment

Benoît Malon et Léo Fränkel. Au départ,
cette commission devait se charger de re-
mettre en ordre de fonctionnement la voi-
rie, les pompes funèbres, étudier la possibi-
lité d'un chemin de fer souterrain, se
charger du paiement par chèque des gardes
nationaux, etc., mais rapidement les ques-
tions ouvrières s'y sont invitées.

A partir d'avril, chaque mairie devait dis-
poser de bourses locales du travail pour
permettre aux ouvriers désœuvrés de trou-
ver un employeur. Il s'agissait par là de sup-
primer les bureaux de placement, contrôlés
par la police, qui répartissaient les ouvriers
au chômage en fonction de l'offre d'emploi
et au passage empochaient une commis-
sion. Le travail de nuit des boulangers est
interdit ; on interdit aussi les amendes et les
retenues sur salaires. Sous l'impulsion
d'Octavie Tardif et d'Elizabeth Dmitrieff,
deux militantes de l'AIT, est examiné la
possibilité de mettre sur pied des ateliers
associatifs pour fournir du travail aux
femmes. Le projet finalisé ne sera prêt que
quelques jours avant la Semaine sanglante,
et ne sera en conséquent pas mis en œuvre.
Enfin, la Commune soutient la mise en
place de coopératives ouvrières pour rem-
placer les patrons ayant fait défection. Dans
l'esprit des Internationaux, il s'agit de rem-
placer le patronat par une gestion ouvrière
de la production, idée fortement teintée de
proudhonisme. Mais le temps fit défaut. Les
syndicats commencèrent à recenser les ate-
liers abandonnés, mais un seul – la fonde-
rie Brosse du XV^e arrondissement – fut
confisqué. Cette mesure devait s'accompa-
gner d'une indemnisation. Autant dire que
l'on était loin de mesures d'expropriations
socialistes, mais c'était dans l'esprit des
Communards une mesure de secours d'ur-
gence pour relancer la production.

Faute de temps, faute d'une pensée poli-
tique cohérente, y compris chez les Interna-
tionaux, la Commune a souvent pallié au
plus pressé par des mesures que l'on pour-
rait juger timorées, mais ce faisant – et c'est
bien là l'essentiel – elle a mis en branle la
classe ouvrière qui, pour la première fois de
l'Histoire, de classe passive devenait maî-
tresse de sa propre destinée. Marx l'a souli-
gné maintes fois : « l'actuel soulèvement de
Paris, même s'il succombe sous l'assaut des
loups, des porcs et des sales chiens, est l'exploit
le plus glorieux de notre parti depuis l'insurrec-
tion de juin » ; « son véritable secret le voici :



ses militants à travers l'Europe jusqu'en 1879.

L'enseignement fondamental de la Commune – et son acte essentiel – est d'avoir été « la véritable antithèse (...) du pouvoir d'Etat, de l'exécutif centralisé (...) Ce ne fut donc pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'Etat, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Ce fut une révolution contre l'Etat lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise par le peuple de sa propre vie so-

idéologique. Résultat enfin de l'existence avortée de la Commune, qui ne dura que 72 jours. Cette première expérience de pouvoir ouvrier marqua en revanche durablement les mouvements anarchiste et communiste, qui chacun à leur manière s'en réclament. C'est aussi cette expérience politique qui pèsera sur les décisions de la Conférence de Londres, en 1871, puis sur celles de La Haye, en 1872, conduisant à la scission entre partisans de Bakounine et partisans de Marx. □

c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte des classes des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin découverte sous laquelle l'émancipation économique du travail pouvait être réalisée ».

Barricade rue de la Roquette (Paris), le 18 mars 1871. DR.



LA COMMUNE, LE SOCIALISME ET L'AIT

Si, nous l'avons vu, le programme mis en œuvre par la Commune n'était par lui-même guère socialiste, personne ne s'y trompa. Karl Marx comme Bakounine s'en firent les défenseurs acharnés, alors que toute la réaction en Europe vomissait sa haine sur le cadavre de la Commune, la désignant comme étant le fait « d'infâmes bêtes féroces », de « malfaiteurs », de « scélérats », lui reprochant son « cosmopolitisme » et plus particulièrement le rôle qu'y joua l'Internationale, inspirant même l'idée d'une Contre-Internationale des capitalistes⁵, traquant sans relâche

cial. Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de domination de classe. » Ailleurs dans *La Guerre civile en France*, Marx notera encore que « la plus grande mesure prise par la Commune, c'est sa propre existence ».

L'AIT comme organisation joua un rôle modeste dans la Commune. Résultat direct des conséquences de la guerre sur le mouvement ouvrier. Résultat aussi de l'extrême jeunesse de l'AIT, qui en France datait de 1865, et de son hétérogénéité

1 Jacques Rougerie, « La Première Internationale à Paris 1870-1871 » dans « Jalons pour une histoire de la Commune », 1972.

2 Engels à Sorge, 12 septembre 1874, Correspondance F. Engels - K. Marx.

3 Le 24 mars, le Conseil fédéral de l'AIT reconstitué placarda un Manifeste en faveur de la Commune qui par bien des côtés retardait sur l'action du prolétariat parisien et parlait un langage bien tiède.

4 Beslay peut être tenu – partiellement – responsable de ce que l'on peut juger, à la suite d'Engels, comme « une lourde faute politique ». En effet, c'est lui qui négocia un prêt dérisoire à la Banque de France pour la Commune, au lieu de s'en emparer, ce qui permit par la suite au Versaillais de tirer des traites auprès de la Banque de France pour remettre sur pied une armée pour écraser la Commune.

5 Mathieu Léonard, « L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale », La Fabrique, 2011

L'exclusion de Bakounine, ou l'adieu aux barricades

PAR LAURENT RIPART

L'exclusion en 1872 de Bakounine ne constitue que l'un des aspects de la crise de l'AIT (Association internationale des travailleurs) qui, au lendemain de la répression de la Commune, fut contrainte à des choix stratégiques fondamentaux. Tout en empruntant désormais aux anarchistes l'essentiel de leur analyse de l'État, Marx estimait indispensable de rompre avec eux, afin de préserver le mouvement ouvrier de leur aventurisme insurrectionnel et de l'engager sur la voie de la conquête du pouvoir politique, en se dotant de partis capables de conjuguer indépendance de classe et construction électorale et parlementaire.

Le 7 septembre 1872, à 22 heures, dans les derniers instants du congrès de La Haye qui était commencé depuis déjà six jours, Marx demanda l'exclusion de Bakounine et de ses amis. La motion qu'il déposait se fondait sur deux accusations : celle de fractionalisme (« Bakounine a tenté – et peut-être réussi – de créer, en Europe, une société nommée l'Alliance dont les statuts n'ont rien de commun, dans le domaine social et politique, avec ceux de l'AIT ») et celle d'immoralité (« le citoyen Bakounine a eu recours à des manœuvres frauduleuses pour s'approprier une partie plus ou moins importante des biens d'autrui, ce qui constitue une escroquerie »)¹. En l'absence de preuves susceptibles d'étayer véritablement ses accusations, Marx eut du mal à convaincre le congrès du bienfondé de sa demande et ne put faire voter l'exclusion de Bakounine que par 14 voix contre 7 et 7 absents. La messe n'en était pas moins dite : après avoir obtenu le transfert du siège de l'AIT à New-York, Marx en avait fait exclure Bakounine au terme d'une manœuvre bureaucratique qui, du point de vue de la forme, constitue sans aucun doute l'acte le plus condamnable de sa longue vie militante.

Tranchée par la sentence d'exclusion du congrès de la Haye, la querelle entre Marx et Bakounine, a pu être considérée comme un événement majeur de l'histoire du mouvement ouvrier, dans la mesure où elle apparaissait comme le fondement de la délimitation entre marxistes et anarchistes. Le différend entre Marx et Bakounine fut donc régulièrement revisité et commenté, pour l'essentiel dans les périodes où

marxistes et libertaires voulaient en découdre, comme ce fut par exemple le cas en France après mai 68.

UNE INTRODUCTION MÉDIOCRE...

En 1974, le dirigeant du PCF Jacques Duclos rédigea un « Bakounine et Marx », dont le sous-titre – « Ombre et lumière » ! – était à l'image d'un ouvrage sans nuance, fondé sur un tissu de calomnies, par lequel son auteur souhaitait dénoncer « les tendances erronées qui furent constatées dans le mouvement révolutionnaire du siècle passé [et] continuent à se manifester dans la période actuelle »². L'année suivante, en 1975, Georges Ribeill publia un « Marx/Bakounine », dont le sous-titre – « Socialisme autoritaire ou libertaire ? » – donne le ton d'une étude qui, pour être d'une qualité et d'une honnêteté incomparablement supérieures à celle de Duclos, n'en était pas moins tout aussi caricaturale, dans la mesure où elle voulait démontrer que le débat Marx/Bakounine pouvait se résumer en une seule question : « étatisme ou anarchisme ? »³ Il est toutefois vrai que la querelle entre Marx et Bakounine n'offre qu'une médiocre introduction au débat entre marxisme et anarchisme, puisque les échanges entre les deux protagonistes s'avèrent souvent bien décevants. La raison en est simple : Marx ne pouvant trouver en Bakounine un rival à sa hauteur, le débat en resta trop souvent à une longue et stérile polémique. Formé sur les barricades du Printemps des peuples de 1848 puis dans les prisons du Tsar, Bakounine était, du jugement de tous ses contemporains, un révolutionnaire charismatique et hon-

nête, mais ne disposait pas des pré-requis nécessaires pour affronter un théoricien du niveau de Marx. S'il consacra beaucoup d'encre à exposer ses différends avec Marx, ses écrits, entachés d'un antisémitisme aussi obsédant que nauséabond, se révèlent bien souvent déroutants, puisqu'ils caricaturent et parfois même prennent à contresens les arguments de son adversaire plus qu'ils n'y répondent. Quant à Marx, ses textes principaux contre Bakounine – *Les prétendues scissions contre l'Internationale*, qu'il écrivit avec Engels durant l'hiver 1872, ou encore *L'Alliance de la Démocratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs*, qu'il fit publier en 1873 – ne constituent guère que des rapports ou des circulaires du Conseil général de l'AIT dont la finalité était plus administrative que théorique.

BAKOUNINE, DISCIPLE DE MARX

Pour comprendre la querelle, il faut tout d'abord souligner que Bakounine était devenu socialiste en lisant Marx. Marqué par son engagement dans les luttes nationales et son combat pour survivre dans les bagnes du Tsar, Bakounine ne découvrit réellement le mouvement ouvrier qu'en arrivant à Londres en 1861, où il prit alors la mesure de l'apport de Marx, ce qui l'amena à rédiger la première traduction en russe du *Manifeste du parti communiste*, avant de commencer celle du premier livre du *Capital* qu'il ne devait toutefois jamais terminer.

Sans jamais rompre avec les idéaux de sa jeunesse et tout en conservant une grande sympathie pour les idées proudhoniennes, Bakounine fit sien l'essentiel des concepts de Marx. Sa conversion au socialisme l'amena à rompre en 1868 avec la Ligue de la Paix et de la Liberté, qui faisait figure d'internationale du mouvement national et démocratique, pour adhérer à l'AIT, ce qui valait reconnaissance de la centralité des luttes de la classe ouvrière et du concept marxiste d'auto-émancipation du prolétariat⁴. Bakounine ne cacha d'ailleurs jamais sa dette envers Marx, la reconnaissant par exemple ouverte-

ment dans une lettre qu'il lui écrivit en 1869 : « Oui, plus que jamais, cher Marx, je suis arrivé à comprendre combien tu avais raison en suivant et en nous invitant tous à marcher sur la grande route de la révolution économique et en dénigrant ceux d'entre nous qui allaient se perdre dans les sentiers des entreprises soit nationales, soit exclusivement politiques »⁵.

DIVERGENCES

Si Bakounine considérait donc Marx comme « un homme d'une grande intelligence et, de plus, un savant dans le sens le plus étendu et le plus sérieux de ce mot »⁶, il n'en estimait pas moins que l'indiscutable supériorité intellectuelle de Marx constituait aussi la principale de ses limites. Pour Bakounine, « Marx a le défaut de tous les savants de profession, il est doctrinaire. Il croit absolument en ses théories et, du haut de ses théories, dédaigne tout le monde. Savant, intelligent, il a nécessairement son parti, un nucleo d'amis aveuglément dévoués qui ne jurent que par sa volonté, en un mot le déifient et l'adorent et qui, par cette adoration, le corrompent et l'ont déjà considérablement corrompu »⁷.

En penseur libertaire, Bakounine développait une méfiance instinctive envers ce « pape du communisme » et surtout envers sa théorie, qu'il considérait comme beaucoup trop cohérente et fermée pour ne pas avoir un caractère dogmatique. Car si Bakounine admirait Marx, il le soupçonnait de vouloir installer une véritable dictature sur l'AIT, pour « imposer un programme politique uniforme, son propre programme, à toutes les Fédérations de l'Internationale, c'est-à-dire au prolétariat »⁸.

Paradoxalement, Marx nourrissait envers Bakounine des soupçons similaires, puisqu'il s'inquiétait dès juillet 1869 des ambitions de « ce Russe [qui] veut, selon toute apparence, devenir le dictateur du mouvement ouvrier européen »⁹. Sa méfiance se renforça avec le congrès de Bâle de septembre 1869, lorsque Bakounine et ses amis firent intégrer dans le programme de l'AIT l'abolition du droit d'héritage, contre l'avis de Marx qui considérait qu'il ne s'agissait là que d'une « vieilleries proudhonnienne », s'attaquant à la superstructure juridique et non à la propriété privée qui en constituait le fondement

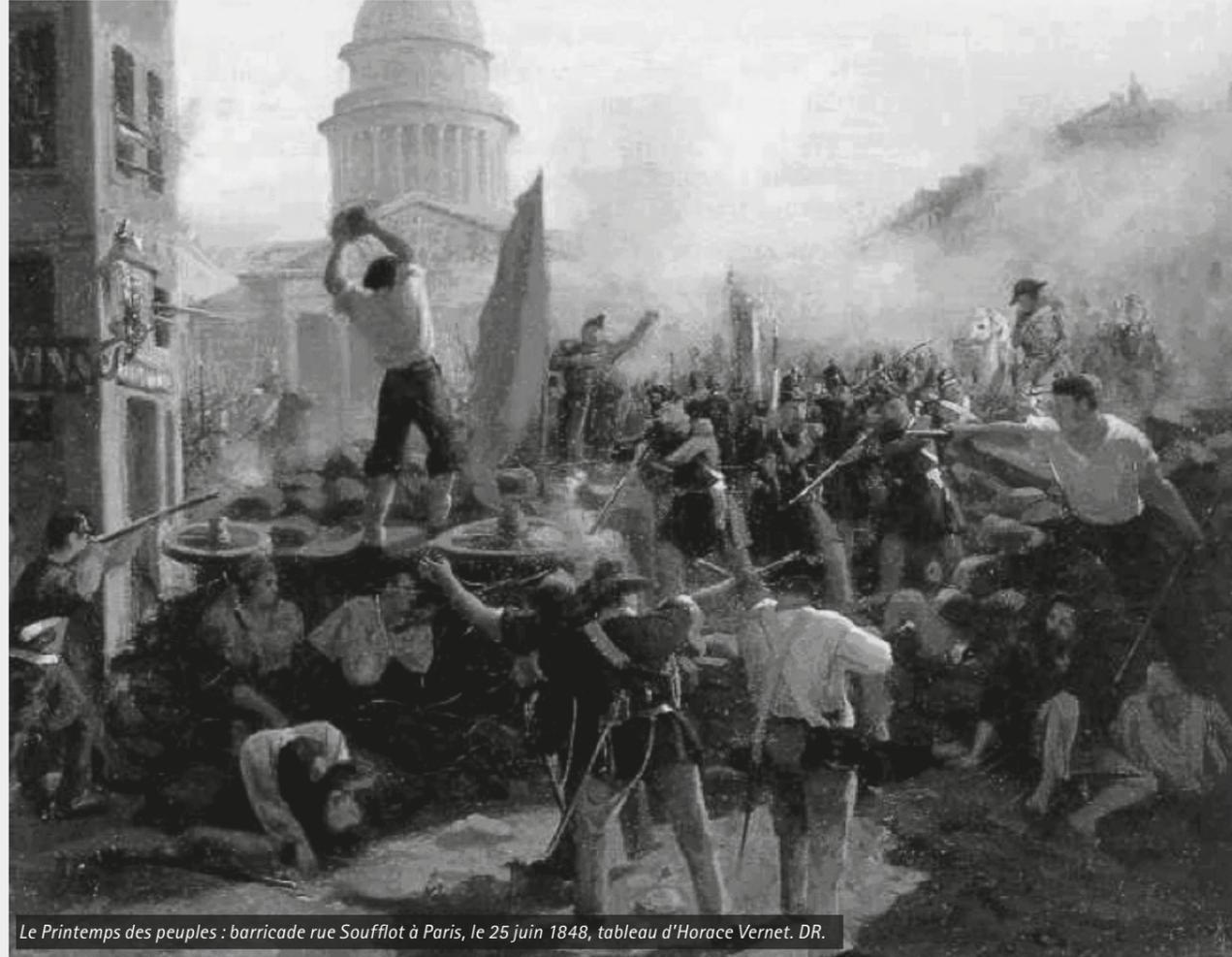
matériel. Dès lors, Marx ne cessa plus de soupçonner Bakounine de vouloir « infecter notre Association des Travailleurs du poison du sectarisme et paralyser notre action par des intrigues secrètes »¹⁰. Le ton de la querelle ne cessa de monter, comme si la crise que traversait l'AIT ne permettait plus aux débats de se développer dans un climat serein.

L'Internationale payait ainsi le repli du mouvement ouvrier, sensible dès 1869, mais considérablement accéléré par le triomphe de la contre-révolution qui suivit l'écrasement de la Commune. Devant affronter les vents défavorables, il lui fallait préciser son cap, ce qui l'amena à se délimiter de plus en plus précisément, tant sur un plan programmatique que stratégique, nourrissant dès lors méfiances, frustrations et luttes de tendance.

Parmi les critiques sans cesse plus violentes venant de Bakounine, la plus intéressante est sans doute la mise en évidence d'une contradiction entre la théorie et la pratique de Marx. Pour Bakounine, le concept marxiste d'auto-émancipation du prolétariat, qui définissait le communisme comme « le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses »¹¹, était peu compatible avec la démarche même de Marx qui l'amena, de par la logique de son socialisme scientifique, à développer une action « de haut en bas, par l'intelligence et la science d'une minorité éclairée, professant naturellement des opinions socialisantes, et exerçant, pour le bien même des masses ignorantes et stupides, une autorité légitime sur elle »¹².

Dans son écrit contre Marx, qu'il rédigea au lendemain de son exclusion et alors qu'il se retirait du combat politique, Bakounine expliquait que la verticalité propre au socialisme savant était d'autant plus dangereuse qu'elle trouvait des échos au sein d'une « petite minorité ouvrière déjà disciplinée et classée comme il faut pour devenir le support d'un despotisme nouveau »¹³. Perce-

vant ainsi, non sans acuité, les risques de bureaucratisation de l'AIT, il s'inquiétait de l'influence croissante dans l'Internationale de cette « couche supérieure, la plus civilisée et la plus aisée du monde ouvrier, cette couche d'ouvriers



Le Printemps des peuples : barricade rue Soufflot à Paris, le 25 juin 1848, tableau d'Horace Vernet. DR.

quasi-bourgeois » qu'il considérait comme la base sociale des partisans de Marx et à laquelle il opposait « ces millions de non-civilisés, de déshérités, de misérables, d'analphabètes que M. Engels et M. Marx prétendent soumettre au régime paternel d'un gouvernement très fort »¹⁴, dont il se voulait le porte-parole.

ORGANISATION OU ANARCHIE

Alors que l'Internationale était soumise à de très vives forces centrifuges, qui avaient amené la Fédération de la Suisse romande à scissionner ou encore celle d'Italie à se retirer de l'AIT sans même attendre les résultats du congrès de La Haye, Bakounine cherchait à se poser en défenseur de toutes les voix dissidentes, en réclamant une très large liberté, de programme

comme de stratégie, pour les fédérations et les sections de l'Internationale. Au lendemain de la Commune, alors que la répression décimait l'Internationale dans laquelle les polices infiltraient mouchards et provocateurs,

sectes et leurs grands prêtres parce qu'ils empêchaient l'organisation du prolétariat en parti, en s'opposant à la mise en place d'un programme et d'une direction commune.

Au-delà de ces questions organisationnelles, le conflit se polarisa de plus en plus sur le vieux débat sur la conquête du pouvoir politique qui opposait depuis Proudhon les anarchistes aux socialistes. Pour Bakounine, l'unité de l'AIT ne pouvait reposer que sur les seules revendications économiques, autrement dit sur les luttes que la classe ouvrière menait contre l'exploitation capitaliste. Il s'opposait résolument à ce que Marx et ses partisans puissent imposer dans l'AIT leur stratégie de conquête du pouvoir politique qui les amenait à participer aux élections et aux institutions parlementaires. Plus encore que Marx, Bakounine visait ses partisans allemands du Sozialdemokratische Arbeiterpartei (SDAP), fondé en 1869 par Liebknecht et Bebel, qui disposait de députés et mettait en avant des revendications démocratiques et parlementaires, à l'exemple du suffrage universel ou encore de la création d'un salaire pour les

députés, afin que les représentants élus de la classe ouvrière puissent avoir la possibilité de se consacrer pleinement à leurs mandats.

LEÇONS DE LA COMMUNE, QUESTION DE L'ÉTAT

La critique anarchiste ne resta pas sans effets sur Marx qui fut amené, dans le contexte de sa lutte contre Bakounine, à développer son analyse de l'État, jusque là restée l'un des points aveugles de sa théorie. La question fut au cœur de son étude de *La guerre civile en France*, parue en 1871, dans laquelle Marx se rallia de fait au point de vue des anarchistes en affirmant qu'un gouvernement ouvrier ne pouvait engager la rupture avec le capitalisme sans procéder à « la destruction du pouvoir d'État ». En 1872, dans leur préface

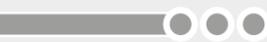
à la nouvelle édition allemande du Manifeste du parti communiste, Marx et Engels revinrent sur ce point en soulignant que l'expérience de la Commune avait démontré « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte », ce qui les rapprochait des conceptions proudhoniennes.

Pour autant, si Marx et Engels empruntaient désormais beaucoup à la critique anarchiste de l'État, ils n'en continuaient pas moins à considérer qu'avant de briser l'appareil étatique, la classe ouvrière devait au préalable conquérir le pouvoir et que, pour ce faire, il fallait en finir avec les vieilles méthodes quarante-huitardes de Bakounine.

Pour le démontrer, Marx se plaisait à prendre l'exemple de l'action de Bakounine dans l'insurrection populaire qui éclata à Lyon au lendemain du 4 septembre 1870. Se rendant rapidement sur les lieux, Bakounine y prit dès son arrivée la tête d'un Comité du salut de la France, qui parvint à prendre l'Hôtel de Ville pour y faire solennellement proclamer l'abolition de l'État. L'expérience s'avéra désastreuse, puisque la bourgeoisie terrorisée trouva l'occasion de redresser la tête et envoya la garde nationale disperser ce Comité du salut de la France, ce qui amena Marx à considérer que les événements avaient démontré que Bakounine était « un âne » qui avait gâché une occasion pourtant très favorable, en isolant l'insurrection par des mesures inappropriées qui avaient permis à la bourgeoisie de reprendre le pouvoir. L'affaire lyonnaise était emblématique et Marx l'évoqua longuement dans le rapport qu'il adressa au congrès de La Haye sur Bakounine et ses amis, en soulignant qu'alors « Bakounine put accomplir l'acte le plus révolutionnaire que le monde ait jamais vu : il décréta l'abolition de l'État. Mais l'État, sous la forme et l'espèce de deux compagnies de gardes nationaux bourgeois, entra par une porte qu'on avait oublié de garder, balaya la salle, et fit reprendre à la hâte le chemin de Genève à Bakounine »¹⁷.

UN DÉBAT STRATÉGIQUE

En renvoyant Bakounine à son piteux bilan lyonnais, Marx entendait moins



revenir sur le passé qu'en finir avec les orientations aventuristes. Si durant sa longue vie militante, Marx a donné de nombreux exemples de ses réserves devant les appels inconsidérés aux barri-

Michel Bakounine. DR.



cadés, il considérait que dans le contexte de la vague répressive qui frappait le mouvement ouvrier européen au lendemain de la Commune, le volontarisme révolutionnaire ne pouvait que déboucher sur de nouveaux désastres et devait donc être énergiquement combattu.

Contre les vieux quarante-huitards dont Bakounine constituait l'incarnation, Marx considérait que le temps des barricades était dépassé et que la classe ouvrière devait désormais s'organiser en parti politique, sur le mo-

dèle de ce que faisaient en Allemagne le SDAP mais aussi les lassalliens de Schweitzer, dont Marx condamnait certes l'opportunisme mais louait aussi l'habileté stratégique. Une telle orientation n'était évidemment pas compatible avec celle de Bakounine, pour lequel il était impensable de participer de quelque manière que ce fût au jeu

obéissait en fait à une inéluctable logique, puisque l'échec de la Commune amenait l'AIT à l'heure décisive des choix : devait-elle se transformer en un club international des révolutionnaires, partant en ordre dispersé à l'assaut des différents Hôtels-de-Ville pour y proclamer une grande fédération des communes, ou lui fallait-il donner naissance à une organisation qui, pour être centralisée, n'en serait pas moins basée sur des partis politiques nationaux accumulant patiemment les forces nécessaires à la conquête du pouvoir ?

Entre ces deux orientations, il n'était pas de compromis possible : si déplorable fût-elle sur la forme, l'exclusion de Bakounine eut sur le fond le mérite d'établir la délimitation nécessaire pour que ces deux stratégies contradictoires puissent désormais s'épanouir, sans se détruire mutuellement en restant confinées dans une même organisation. □

1 J. Freymond, « La Première Internationale. Recueil de documents », Genève, 1962, p. 325-380.

2 J. Duclos, « Bakounine et Marx. Ombre et lumière », Paris, 1974, p. 310

3 G. Ribeill, « Marx/Bakounine, Socialisme autoritaire ou libertaire ? », Paris, 1975, 2 vol., t. 1, p. 7

4 M. Vuilleumier, « Bakounine et le mouvement ouvrier de son temps », dans Jacques Catteau (dir.), « Bakounine, combats et débats », Paris, 1979, p. 117-132.

5 F. Mehring, « Karl Marx. Histoire de sa vie », Paris, 2009, p. 450

6 G. Ribeill, op. cit., t. II, p. 216

7 G. Ribeill, op. cit., t. II, p. 217

8 M. Bakounine, Œuvres complètes, t. 4, Paris, 1910, p. 417

9 K. Marx, F. Engels, « Correspondance, t. X, janvier 1869-juin 1870 », éd. G. Badia, J. Mortier, Paris, 1984, p. 51-52.

10 G. Haupt, « La confrontation de Marx et de Bakounine dans la première Internationale : la phase initiale », dans J. Catteau (dir.), « Bakounine, combats et débats », Paris, 1979, p. 133-142, ici p. 141.

11 K. Marx, F. Engels, « L'idéologie allemande » (1846), Paris, 1971, p. 64.

12 G. Ribeill, op. cit., t. I, p. 219

13 Ibid., t. II, p. 20-21.

14 Ibid., t. II, p. 19

15 K. Marx, F. Engels, « Les prétendues scissions contre l'Internationale », Genève, 1872, p. 20.

16 Ibid., p. 13.

17 « L'Alliance de la Démocratie Socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs. Rapport et documents publiés par ordre du congrès international de La Haye », Londres/Hambourg, 1873, p. 21.

18 J.-C. Angaut, « Le conflit Marx-Bakounine dans l'Internationale : une confrontation des pratiques politiques », dans Actuel Marx, 41/1 (2007), p. 112-129.

SNCF, bilan d'une mobilisation

PAR BASILE POT

Aucun mouvement ne ressemble au précédent. Le temps écoulé depuis les grèves de 1995 est plus important que celui qui sépare les grèves de 1986 de celles de 1968. Et la prochaine grève ne ressemblera pas à celle-ci. Pour autant, il est nécessaire de faire les bilans de chaque mobilisation pour en tirer des enseignements.

La réforme à l'origine de la mobilisation est l'aboutissement d'un processus en cours depuis la création de Réseau ferré de France. En s'appuyant sur une directive européenne préconisant des comptes séparés entre l'exploitation du réseau et l'entretien de celui-ci, le gouvernement de la gauche plurielle achevait, en 1997, de séparer totalement les infrastructures (les voies) du reste de la SNCF. Il s'agissait de préparer la libéralisation du trafic ferroviaire et de mettre un terme au monopole public de la SNCF. Depuis lors, les attaques ont redoublé : 20 000 suppressions de postes de cheminots en dix ans, des réorganisations permanentes, un découpage de la SNCF par activités, des fermetures de gares, etc. La réforme adoptée cet été par le parlement parachève le processus de morcellement. En effet, si RFF rejoint bien un EPIC, établissement public à caractère industriel et commercial, « SNCF réseau » dans lequel sont intégrés les postes d'aiguillages, ainsi que les cheminots en charge de l'entretien du réseau – activités non rentables et coûteuses –, une seconde entreprise, « SNCF Mobilités », devra gérer les activités commerciales. Enfin, une troisième entreprise sera là pour chauffer l'ensemble. Pour couronner le tout, les droits sociaux des plus de 150 000 cheminots au statut (le RH 077, en jargon SNCF) seront revus pour être « harmonisés » – par le bas – avec ceux des 3 000 cheminots du privé.

UNE ÉPREUVE DE FORCE POUR HOLLANDE

L'enjeu de cette réforme pour le gouvernement était double. D'abord, rattraper le « retard » pris par la SNCF eu égard à d'autres entreprises publiques (Air France, France Telecom, La Poste, EdF, GdF) dans sa mue libérale. Un « retard » lié à l'exploitation ferroviaire elle-même, mais aussi à la combativité du secteur suite à la grève de novembre-décembre 1995. Ensuite, infliger une défaite à un secteur combatif du monde du travail. Dès

son arrivée au pouvoir en 2007, Sarkozy s'en était pris aux régimes spéciaux. Hollande voulait lui aussi son scalp... Les cheminots ont en effet pour spécificité d'avoir été présents dans toutes les grandes grèves nationales de ces 20 dernières années (1995, 2003, 2010) et mobilisés dans des grèves « catégorielles » (2007 et 2014). Les années creuses, les cheminots restent à la pointe ; en 2008 par exemple, le nombre de journées de grève à la SNCF était aussi élevé que celui de l'ensemble des entreprises du privé¹. L'enjeu était donc de taille. En ne cédant sur rien, aidés par une campagne de presse haineuse, Hollande-Valls ont cherché à affaiblir cette résistance tout en donnant un énième gage au patronat. La réforme, en éclatant l'entreprise en trois, avait aussi pour objectif de briser l'unité des cheminots et d'affaiblir les luttes à venir.

UNE MOBILISATION QUI REVENAIT DE LOIN

C'est dans un contexte de reculs importants depuis 1995 (libéralisation, baisse des effectifs, reculs majeurs sur les retraites en 2003, 2007 et 2010) que la grève contre la réforme ferroviaire s'est déroulée au mois de juin. La combativité qui s'y est exprimée était de ce point de vue inespérée, d'autant que dans un premier temps, l'annonce de l'intégration de RFF à la SNCF avait parfois été présentée comme une avancée. SUD Rail s'était ainsi félicité que sa revendication soit enfin prise en compte, craignant la création de sociétés anonymes, comme c'est le cas en Allemagne et comme le quatrième paquet ferroviaire en laisse la possibilité. Quant à la CGT, après avoir fait entrer le loup Gaysot (cheminot, ancien ministre PCF des Transports dans le gouvernement Jospin) dans la bergerie en 1997, elle reste gênée aux entournures chaque fois qu'il faut dénoncer en profondeur une nouvelle réforme, qui bien souvent est une conséquence de la création de RFF.

Après un temps de flottement, l'intersyn-

dicale CGT-SUD-UNSA a finalement opté pour un travail d'explication sur cette réforme néfaste. Initialement jugée « technique », elle a été largement décortiquée pour en rendre les enjeux intelligibles à une majorité de cheminots. Cela a permis, dans un premier temps, une grande manifestation nationale à Paris le 22 mai. Devant son succès, l'intersyndicale (vite abandonnée par l'UNSA, rejoignant la CFDT dans sa défense de la réforme et le dénigrement des grévistes), a déposé un préavis de grève reconductible à partir du 10 juin au soir, suivie par FO.

UNE DIRECTION DE LA GRÈVE SANS PERSPECTIVES

Rapidement, au bout de deux ou trois jours, alors que le gouvernement ne voulait lâcher aucun lest, les organisations syndicales se sont retrouvées sans boussole. Non pas que celles-ci pensaient empêcher la réforme en trois jours de grève (au demeurant le retrait de la réforme ne faisait même pas partie de la plateforme revendicative), mais sans doute espéraient-elles une avancée, comme par exemple une garantie sur la nouvelle convention du secteur ferroviaire qui serait plus ou moins calquée sur le RH 077. Mais le gouvernement n'a rien voulu savoir. Hollande est apparu moins affaibli que prévu. Les fédérations se sont trouvées à la tête d'un mouvement fort, déterminé, tout en gardant sa direction du début à la fin, alors qu'elles n'avaient pas de perspective pour celui-ci.

A cela s'est ajoutée l'intervention calamiteuse de Lapaon qui, deux jours après le début du conflit, affirmait que celui-ci pouvait être terminé, alors que rien n'avait été cédé par le gouvernement. De même, les amendements du Front de gauche d'accompagnement de la réforme présentés par Chassaigne à l'Assemblée, s'ils ont été défendus par quelques bureaucrates dans les assemblées générales, n'ont globalement pas été repris par les équipes CGT qui n'y voyaient – à juste titre – qu'un enfumage, d'autant que la grande majorité des motions votées en AG demandaient un seul EPIC SNCF, le maintien du RH 077, l'intégration des salariés de toutes les entreprises ferroviaires au sein de la SNCF.



Le mouvement s'est éteint faute de perspective, aidé en cela par le communiqué CGT-SUD du jeudi 19 juin qui ne proposait rien et a été utilisé dans de nombreux endroits, parfois avec des méthodes toutes bureaucratiques, pour faire reprendre le travail. Mais dans l'ensemble, les syndicats ne se sont pas « affrontés » au mouvement.

Le paysage syndical à la SNCF reste clivé, avec d'un côté CGT, SUD et FO et de l'autre la CFDT et l'UNSA. Cela fait plusieurs mouvements que l'UNSA et la CFDT trahissent ouvertement. Il y a certes des cartes de rendues mais, paradoxalement, ce sont les deux seules organisations syndicales qui progressent, même doucement, depuis plusieurs élections. Contrairement à la CGT, SUD et FO qui depuis 2007 sont apparues plutôt combattives, et malgré un taux de participation qui se maintient plus ou moins. C'est une donnée à prendre en compte dans le rapport de forces : la radicalité n'est pas forcément payante auprès des cheminots, et certains syndiqués, à l'issue du conflit, ont d'ailleurs reproché à la CGT ou à SUD de « trop vouloir faire grève ».

UNE GRÈVE MAJORITAIRE...

Pourtant, dès le début, la grève a été importante, avec des AG sur tous les sites. Globalement, les taux de grévistes se sont maintenus à un niveau élevé au moins pendant dix jours sur les quatorze du conflit. Des secteurs traditionnellement combattifs, comme les conducteurs de trains et les contrôleurs, ont maintenu durant plusieurs jours des taux de grévistes autour de 60 à 80 %. Bien que présentés comme minoritaires par la direction de la SNCF et la presse, les grévistes étaient largement majoritaires si l'on considère l'ensemble des cheminots ayant participé au conflit sous une forme ou une autre, de 59 minutes de grève en prise de service jusqu'aux 14 jours sans interruption. Une partie non négligeable des jeunes cheminots, parfois formés à l'école du mouvement de 2006 contre le CPE (contrat première embauche), avaient à l'esprit l'idée qu'il allait falloir « taper fort et vite », avec une volonté évidente d'en découdre et l'espoir d'arrêter totalement le trafic en quelques jours.

... MAIS DES LIMITES QUI ONT PESÉ

Le mouvement a cependant rencontré une série d'obstacles, qu'il convient de souligner.

• Bien que des AG se soient tenues tous les jours pour voter la reconduction, il y a eu

une absence de prise en charge de la grève par les grévistes eux-mêmes. Les inter-syndicales qui se réunissaient sur les gares soumettaient leurs propres propositions aux AG, ce qui rendait secondaires les prises de paroles par les grévistes. Dans certains endroits, la CGT organisait même des réunions avant les AG, faisant voter ses adhérents pour ou contre la reconduction et imposant une sorte de « discipline syndicale », surtout lorsqu'il s'agit de faire voter la reprise du travail.

• Que les syndicats se réunissent pendant la grève et fassent des propositions aux AG n'a rien de choquant, mais cela n'est pas sans effet sur la prise en charge de la grève par l'ensemble des grévistes, qui passe aussi par son organisation quotidienne : confection d'une banderole, prise en charge de la bouffe, rédaction et distribution des tracts, piquets de grève, cortèges de gare dans les manifestations, mise en place d'un caisse de grève... Force est de constater que cela s'est fait de manière très minoritaire. Pourtant, sur Paris, une « AG des AG », dans laquelle les cheminots du NPA se sont fortement investis, a réussi à se mettre en place et à se réunir deux fois avec une centaine de participants. Cela faisait bien longtemps que des cheminots grévistes, syndiqués et non-syndiqués, tous secteurs confondus et de différentes gares parisiennes, ne se

rencontraient pour échanger, envisager des actions. Malgré sa légitimité toute relative, qui était une limite réelle, c'est un fait positif de cette grève.

• Des AG inter-services se sont tenues dans de nombreux endroits. C'est un acquis, qui doit être consolidé, mais peut aussi présenter des défauts : « trop nombreux » en AG, notamment dans les grandes gares, les cheminots présents ne connaissent pas forcément et il est difficile de s'y exprimer si l'on n'est pas responsable syndical ou militant politique habitué aux tribunes. Ainsi sur la gare de Paris-Est, pendant les 13 premiers jours de la grève, pas une femme n'a pris la parole. Par ailleurs de nombreux grévistes ne venaient pas aux AG et reconduisaient la grève par texto.

• Le fait d'avoir perdu toutes les grèves nationales depuis 19 ans a des conséquences. Une génération entière de militants, parfois aux commandes des syndicats, n'a pas connu novembre-décembre 1995 et la possibilité d'une victoire est une idée qui a pris du plomb dans l'aile. Dans la foulée de la grève, un nombre non négligeable de cheminots, qui ont fait entre 5 et 10 jours de grève, disaient qu'ils savaient par avance qu'ils allaient perdre, il y a toujours un manque de confiance. Dans le même temps, des dizaines de milliers de cheminots, porteurs des expériences des grèves de l'hiver 1986-87 ou de novembre-décembre 1995, sont partis à la retraite. Si dans les grèves de 2003 on pouvait encore croiser un cheminot ayant fait Mai 68, ce n'est plus le cas. Cela a des conséquences sur le niveau de conscience général : baisse du nombre des syndiqués, peu de repères politiques, voire une dépolitisation pouvant amener des grévistes à faire des quenelles en référence à

Dieudonné², ou encore un manque de réflexes de sécurité minimaux vis-à-vis de la répression patronale, amenant des grévistes à se poster en photo sur facebook ou twitter pendant une occupation de voies...

• La hantise de la direction, c'est un nouveau 1995. Tout est fait pour l'empêcher. La nécessité de poser une déclaration de grève 48 heures à l'avance, et à présent de déclarer son intention de reprendre le travail, sont de vrais freins. C'était déjà le cas lors de la grève de 2010 : les premiers jours, les taux de grévistes de 1995 et 2010³ étaient sensiblement les mêmes, dans un contexte de grève inter-catégorielle. Pourtant, en 2010, les trains ont continué de rouler. Un scénario de type 1995 est à présent plus difficile à envisager. De nombreux changements ont affaibli les capacités d'organisation. Les conducteurs de trains, par exemple, devaient se rendre à leur dépôt pour prendre leur service et s'enquérir d'informations sur le réseau. Il suffisait alors d'organiser une permanence syndicale pour les rencontrer. Depuis peu, ils sont équipés de tablettes numériques où ils disposent de toutes ces informations sans avoir à se déplacer, ce qui rend beaucoup plus rares les possibilités de discuter collectivement.

• L'augmentation du coût de la vie a des conséquences concrètes sur les mobilisations. Nombreux sont les cheminots dont le salaire entier part en remboursements de crédits, qui posent leurs congés en automne pour faire les vendanges, qui viennent travailler malades pour ne pas perdre leurs primes, qui se font payer tous leurs jours fériés, etc. Selon la Banque de France, le taux d'endettement des ménages en pourcentage du revenu brut disponible est de 83 % en 2013, contre 48 % en 1995⁴. Avec la flambée des prix de l'im-

obilier en région parisienne, certains cheminots sont endettés sur 30 ans. Tous ces éléments pèsent sur la capacité à faire grève, en particulier en temps de crise, et sont des préoccupations importantes de nombre de cheminots.

• Partout où les grévistes se sont adressés aux usagers pour expliquer les raisons de la grève, cela a été plutôt apprécié. Sans doute aurait-il fallu organiser des permanences quotidiennes avec des tables, banderoles, mégaphones, du café et des petits gâteaux et une caisse de grève. Systématisé, cela aurait sans doute permis de rendre cette grève plus populaire, de contrer la propagande gouvernementale, de renforcer l'idée d'un nécessaire « tous ensemble », en un mot de faire concurrence aux gilets rouges. Force est de constater que rien n'a été organisé dans ce sens par les directions syndicales.

Ce mouvement aura été à bien des égards enthousiasmant, avec des moments forts : les actions communes avec les intermittents du spectacle, des manifestations improvisées, des discussions à n'en plus finir, des moments de doute aussi, de la créativité. Le gouvernement voulait une fois de plus se débarrasser des « cheminots gréviculteurs », gageons qu'au contraire cette grève dynamique aura planté les graines d'une nouvelle génération de militants lutte de classe. □

¹ « Alternatives économiques », décembre 2008. Même si c'est aussi un indicateur du faible nombre de jours de grèves dans le privé...

² Pour couper court : ce genre de comportements n'est pas l'apanage des jeunes mais peut être partagé par des « vieux quaranténaires ».

³ <http://ressources.data.sncf.com/explore/dataset/mouvements-sociaux-depuis-1947/?tab=metas>

⁴ <http://www.journaldunet.com/economie/magazine/en-chiffres/endettement-des-menages-francais.shtml>

Jeudi 19 juin 2014, manifestation unitaire des cheminots, des intermittents, des postiers, à Paris, de Montparnasse aux Invalides. Photothèque rouge/JMB.



Et le NPA ?

Comme d'autres courants révolutionnaires (principalement Lutte ouvrière et Alternative libertaire), le NPA intervient régulièrement à la SNCF. Ses membres y diffusent un bulletin et militent sur leur lieu de travail. Plusieurs bulletins du NPA ont participé à l'explication de la réforme ferroviaire et de ses effets néfastes. Pendant la grève, nos militant-e-s, bien que peu nombreux et parfois engagés dans l'animation directe d'AG, ont toujours favorisé les activités concrètes allant dans le sens de l'auto-organisation, défendu des motions exigeant le retrait de la réforme, animé des cortèges et des manifestations improvisées dans lesquelles la radicalité pouvait s'exprimer, chercher à faire le lien entre la situation à la SNCF et le reste du monde du travail afin de lutter contre l'isolement. Sur la fin du conflit, ils ont défendu la nécessité de continuer la grève, au moins jusqu'au vote définitif à l'Assemblée nationale, dans une situation complexe (la grève marquait déjà des signes d'essoufflement et les syndicats n'appelaient plus à la reconduire).

En région parisienne ils ont activement participé à l'AG des AG qui, si la grève avait perduré, aurait pu devenir un point d'appui important pour l'auto-organisation de la grève.

Le NPA a sorti plusieurs tracts, distribués dans les gares et popularisant la grève (les retours ont permis de mesurer que cette grève n'était pas aussi impopulaire que ce que les médias racontaient). Ses militants ont parfois constitué des comités unitaires en solidarité, fait voter des motions dans leurs syndicats, participé aux manifestations avec notamment la présence de Poutou et Besancenot.

A son échelle modeste, le NPA s'est donné les moyens de lutter contre l'isolement de cette grève, de donner des perspectives d'ensemble. Gageons que si l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier avaient fait de même (au niveau des confédérations syndicales par exemple), la grève aurait pu connaître un autre dénouement.

Retour sur le mouvement des intermittents et des précaires

PAR OLIVIER NEVEUX

Il est possible d'attribuer deux dates de naissance à la mobilisation en cours des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel. L'une est récente : en mars dernier, à l'issue de la parodie de négociations de l'UNEDIC ; l'autre a plus de dix ans.

C'est en effet en 2003, lors de la lutte contre un précédent accord conclu entre le patronat, la CFDT et la CFTC, que s'est établie une part des données actives en 2014. L'accord signé cette année là, le 26 juin, au nom des économies à faire pour sauver un système prétendument « déficitaire », était catastrophique pour les techniciens et artistes du spectacle et de l'audiovisuel. Jusque là, en raison du caractère discontinu de l'emploi dans leurs métiers, celles et ceux qui justifiaient de 507 heures de travail sous contrat en 12 mois bénéficiaient d'un régime spécifique d'assurance chômage qui leur assurait des indemnités pour les périodes pendant lesquelles ils étaient « hors emploi ». Désormais, il faudrait accomplir ses 507 heures en 10 mois et demi pour les artistes et en 10 mois pour les techniciens. Dans le système précédent, chacun repartait à zéro tous les ans ; dans sa nouvelle forme, chacun était réévalué à l'épuisement de ses droits.

2003, UN BILAN CONTRADICTOIRE

Pour empêcher l'application de cet accord socialement dramatique, s'attaquant aux intermittents et non aux gros employeurs abusifs telles que les sociétés audiovisuelles, et qui rompait avec le principe même de la mutualisation et de la solidarité interprofessionnelle, les principaux concernés se sont alors fortement mobilisés. Manifestations, occupations, AG : le mouvement s'amplifiait, jusqu'à la grève reconductible qui conduisit, par exemple, la direction du festival d'Avignon, le 10 juillet 2003, à annuler le festival. D'autres, nombreux, suivirent. L'arme

de la grève révélait à cette occasion combien la culture, toujours présentée comme un secteur de dépenses à perte, est aussi, et de façon notable, créatrice d'emplois et productrice de richesses (les retombées économiques pour la ville d'Avignon sont, ainsi, estimées à 23 millions d'euros). La tension, cependant, était vive entre grévistes et non-grévistes. Le recours à la grève es, en effet complexe : ne pas jouer, c'est se priver de quelques cachets parfois décisifs pour accéder au régime d'assurance chômage ; c'est renoncer à présenter son travail qui ne bénéficie souvent que de quelques dates de présentation à l'issue de semaines voire d'années de préparation et d'investissement ; c'est se priver de possibles achats et tournées ; c'est prendre le risque d'être inscrit sur quelques listes noires et de ne plus retrouver de travail dans un milieu de très fortes dépendances. Il existe, en outre, une tenace « idéologie de l'art » qui conduit à ne pas se considérer comme un travailleur comme les autres et à concevoir le jeu et l'œuvre comme nécessairement politiques et subversifs.

Le bilan de la lutte de 2003 est contradictoire. C'est sans nul doute une défaite. L'accord est appliqué. Ses conséquences sociales sont catastrophiques. La précarité augmente très massivement : une forte multiplication des pertes de droits sur quelques mois, des entrées et sorties du régime beaucoup plus fréquentes, des situations intenable et discriminatrices pour les personnes en congé maternité mais aussi en longue maladie. Le PS, comme il se doit, s'engagea à revenir sur cet accord...

Mais si la lutte a été perdante, elle a simultanément apporté la preuve de la puissance des intermittents – un milieu difficilement mobilisable car très individualisé et atomisé. La décennie écoulée entre 2003 et aujourd'hui sans nouvelle attaque brutale contre les intermittents s'explique en partie par la conscience, née lors de la grève, du rapport de forces que ceux-ci sont en mesure d'instaurer. Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture sous Sarkozy, se félicitait de n'avoir pas à s'occuper du

dossier dont les négociations étaient reportées à 2013...

La mobilisation de 2003 est intéressante à d'autres titres. Elle a notamment vu se créer la « Coordination des intermittents et des précaires d'Ile-de-France » (CIP-IDF). Son nom dit sa singularité : elle n'est pas la « Coordination des intermittents du spectacle », mais celle qui entend unir la lutte des intermittents et celle d'autres salariés précaires. Elle a été créée en partie par des militants en provenance ou influencés par les thèses développées au sein du collectif CARGO (Collectif d'agitation pour un revenu garanti optimal) qui avait très vite rejoint AC! (Agir contre le Chômage) en 1994, et s'était dissous en 1999. Ce collectif s'attaquait à la logique du « plein emploi » et luttait pour l'instauration d'un « revenu garanti ». L'enjeu du mouvement des intermittents, pour ces militants, était alors double : ils « font [...] des intermittents les victimes exemplaires de la nouvelle organisation du travail et de l'emploi et l'avant-garde d'une lutte pour de « nouveaux droits sociaux collectifs » inspirés de leur régime spécifique d'indemnisation ». Les relations étaient, en 2003, très difficiles avec la CGT, accusée d'être corporatiste, concentrée sur les seuls enjeux culturels.

La radicalité de la CIP-IDF, l'horizontalité revendiquée de son fonctionnement, son anti-syndicalisme rencontraient à l'époque de véritables échos. Plus encore, sa capacité à faire converger et travailler ensemble des militants inspirés par les thèses de Toni Negri et Yann Moulier-Boutang sur le « précaire »² et des intermittents du spectacle nouvellement mobilisés, son travail d'expertise et ses commissions, ses permanences pour « partager les expériences et les infos face aux institutions sociales » lui permettaient de s'inscrire de façon pérenne dans le champ militant, d'y être reconnue et d'y poursuivre, avec un succès grandissant, une bataille culturelle, idéologique et programmatique.³

En décembre 2003 se mettait en place un « Comité de suivi de la réforme de l'assurance chômage des intermittents », composé de parlementaires, de

syndicats, de coordinations et de l'essentiel des organisations professionnelles. Ce comité élaborait des contre-propositions qui faisaient consensus et qui promouvaient « un principe mutualiste, redistributif et non strictement assurantiel ». Pas une de ses propositions ne fut seulement discutée par les « partenaires sociaux », réunis en mars 2014 pour conclure l'accord UNEDIC.

L'ACCORD DE 2014

Lorsque le 22 mars 2014, cet accord Unedic a été signé par le MEDEF, la CFDT et la CFTC, auxquels se ralliait FO – cette fois-ci –, la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, se réjouit par un communiqué de voir ainsi sauvé le régime spécifique d'assurance chômage. C'est que depuis plusieurs semaines, comme de coutume, le Medef encouragé par les rapports mensongers de la Cour des comptes agitait le chiffon rouge de la nécessaire et possible suppression du régime spécifique des intermittents. L'opération grossière et frontale permit au gouvernement et aux syndicats signataires, au lendemain des « négociations », de s'extasier : le patronat avait reculé...

En vérité, la réalité s'avère moins ostensiblement victorieuse. Au final, le régime est certes maintenu mais l'accord entérine la totalité de celui de 2003 et y ajoute de nouvelles dispositions désastreuses. C'est bel et bien le Medef qui tient le stylo. Ce sera d'ailleurs une motivation récurrente des AG : dénoncer le paritarisme et rappeler que de 1945 à 1967, les caisses de sécurité sociale étaient gérées par des administrateurs salariés sans le patronat.

La propagande alarmiste et culpabilisatrice du Medef ne réussit cependant pas à désarmer les intermittents. Plus de dix années d'expertises les ont aidés à déconstruire les arguments et à révéler le projet politique que l'invocation du « déficit » tente de camoufler : en finir avec la solidarité interprofessionnelle et le système mutualisé. Le chercheur Mathieu Grégoire, qui accompagne la mobilisation, explique ainsi que « la sécurisation de la flexibilité passe par une socialisation du salaire, c'est-à-dire par un revenu financé par les employeurs mais déconnecté de la subordination à un employeur ! Et ça, ce n'est pas prévu par la flexisécurité à la mode néolibérale »⁴.

L'enjeu est pour le Medef prioritaire-

ment idéologique. Les aspects comptables de la réforme s'avèrent en effet, sinon négligeables, du moins secondaires : le « coût » des 110 000 intermittents indemnisés représente 320 millions d'euros sur 37 milliards de dépenses et l'accord est supposé produire 150 millions d'économie – a fortiori lorsque l'on sait qu'un rapport évaluait le coût du modèle alternatif proposé par le Comité de suivi comme étant équivalent à celui de l'accord Unedic.

La réaction à la signature de l'accord du 22 mars ne s'est pas faite attendre. La mobilisation (inégalement) était d'ailleurs déjà en cours depuis plusieurs mois, à l'initiative de la CGT et de la CIP-IDF. La CIP-IDF avait diffusé, via internet, quelques vigoureuses « ripostes »⁵ aux discours mensongers sur le régime d'indemnisation. Ces films très diffusés ont indéniablement préparé la mobilisation à venir et armé politiquement le secteur culturel. La lutte des intermittents a par ailleurs croisé dans un premier temps, non sans contradictions ni difficultés, une autre bataille : celle contre les politiques d'austérité dans le secteur culturel, notamment la diminution par la gauche, deux années consé-

Cortège des Intermittents du spectacle dans la manifestation unitaire contre l'austérité du 12 avril 2014. Photothèque rouge/Milo.



catives, du budget du ministère.

La signature de l'accord a modifié les exigences d'un mouvement qui dès lors militait pour son non-agrément par le gouvernement, comme l'avait fait en 2000 Martine Aubry, alors ministre du Travail. Hollande et Valls se retrouvaient en première ligne. Ils ne pouvaient plus se retrancher derrière le dialogue social, sauf à assumer publiquement leur soumission au Medef et la continuité de leur politique avec celle de la droite. Ce que cependant ils firent – malgré des alertes issues du PS. Le pouvoir se coupait alors durablement d'un électorat qui lui était plus ou moins spontanément acquis.

La détestation du gouvernement, la colère contre le PS, la décision de leur faire payer leur reniement dominant depuis très largement. Les choses sont apparues à nu, sans écran ni fumée, comme si la communication et l'enfumage comptable ne fonctionnaient désormais plus : le projet de Medef est un projet de société et le gouvernement en est le relais politique assumé. Le mouvement s'est organisé en conséquence. Les 26 et 27 avril, des délégués de vingt régions se sont réunis et ont constitué la « Coordination des précaires, chômeurs, intermittents et intérimaires ».

INTERMITTENTS ET PRÉCAIRES

Mais la mobilisation, si elle a été présentée comme celle des intermittents du spectacle (ce qu'elle est massivement, à l'origine), n'est pas réductible à cette seule dimension. C'est la totalité de l'accord Unedic qui est contestée : les attaques contre les intérimaires, l'instauration des droits rechargeables, etc.⁶ La CIP (structurée le plus souvent au niveau départemental) n'a au de cesse, d'ailleurs, de répéter que la mobilisation pour le régime spécifique d'assurance chômage des intermittents n'était pas une lutte culturelle mais une lutte pour des « droits sociaux ». Le mot d'ordre, efficace, était répété de texte en texte : « *Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous.* » Progressivement, le discours de la CIP (dont une partie était désormais fortement inspirée par les thèses de Bernard Friot sur la continuation du salaire hors de l'emploi, financé par la cotisation sociale) l'emportait et se voyait repris dans les AG.

Au-delà de son fondement « universa-

liste » (d'une lutte particulière faire advenir l'intérêt général), de sa force agitatrice (il est très massivement repris) et propagandiste (sur la nécessité d'une riposte globale face à une attaque globale), cet aspect s'est révélé décisif dans la poursuite de la lutte. Peut-être incantatoire au commencement, le mot d'ordre a pris force matérielle. Car si les médias et le gouvernement n'ont eu de cesse de séparer les intermittents du reste de l'accord, c'est précisément au nom d'une solidarité de conditions et d'intérêts que le mouvement s'est poursuivi, s'est radicalisé même après l'agrément et a exigé l'abrogation de la totalité de l'accord.

LA TACTIQUE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement a alors tenté la division. Depuis début juin, le mouvement s'était amplifié. Aux militants de 2003 s'étaient agrégés de nouveaux, plus jeunes, souvent partie prenante de la lutte contre le Contrat première embauche (CPE) de 2006. Le 2 juin, à l'occasion de la cérémonie des « Molière », le comédien Nicolas Bouchaud remettait le prix « *de la meilleure trahison pour son rôle d'employé du Medef* » au nouveau ministre du travail, François Rebsamen.

La quasi totalité des spectacles qui devaient être présentés au Festival le « Printemps des comédiens » à Montpellier fut annulée, et la grève reconduite de jour en jour. Elle fut votée dans des théâtres, d'autres festivals, des écoles d'art. Les AG se densifièrent. La Coordination nationale appela à la radicalisation. Des comités d'accueil militants se formèrent à l'occasion des déplacements de membres du gouvernement, déclarés par ailleurs interdits de festivals. Quotidiennement et sur tout le territoire, à l'initiative de coordinations aux dimensions fluctuantes, eurent

lieu des actions, symboliques ou frontales (blocages, occupations), sauvages, spectaculaires. Les publics (mais guère au-delà) affirmèrent leur solidarité.

Les militants ont réussi à harceler le pouvoir et à créer la panique chez un certain nombre d'élus, à l'approche des festivals d'été. Enfin, la grève des cheminots s'est avérée l'occasion, dans de nombreuses villes, de prises de paroles dans les AG des uns ou des autres et d'actions communes. La nécessité de la convergence a été bien souvent une évidence et ce sont essentiellement ses



DR

modalités qui étaient discutées en AG. Il fallait donc pour le pouvoir se hâter d'éteindre l'incendie. Sa tactique a suivi trois voies. Il a distingué, tout d'abord, les intermittents des précaires (sur lesquels le gouvernement ne dira pas un mot). Il a ensuite bricolé, sur un des points contestés, une solution provisoire, en l'occurrence scandaleuse : l'Etat s'engage à prendre à sa charge le différé d'indemnisation décidée par l'accord, retirant provisoirement les in-

termittents du spectacle et de l'audiovisuel de la solidarité interprofessionnelle. Il a enfin annoncé l'ouverture d'une vaste concertation de mise en place du régime, qui devrait rendre ses résultats en... décembre 2014.

Le résultat est ambivalent. Il ne semble pas que quiconque soit dupe de cette manœuvre et la mobilisation reste dans le milieu du spectacle vivant très populaire (un indice : la quasi totalité des spectacles joués affichent, d'une façon ou d'une autre, représentation après représentation, leur solidarité avec le mouvement). Pour autant, beaucoup

d'action et de grèves nationales (pour les deux premières, fortement suivies).

UNE LUTTE POLITIQUE

Les mois de lutte écoulés depuis le printemps dernier ont révélé la force et la cohérence de ce mouvement, son souci de l'unité qui a réussi pour l'heure à surmonter les tensions, son expertise sur le dossier, sa détermination, sans aucune complaisance pour la gauche au pouvoir, clairement et radicalement dans son opposition.

Si le poids de la CGT et de la CIP (et de leurs rapports jusqu'ici apaisés) est important, le mouvement s'est organisé de façon décentralisée, autonomisée (avec une coordination nationale), avec de fortes rotations militantes. Il s'y débat des modalités d'action, mais aussi des questions cruciales que sont le travail, l'emploi, le salaire, le revenu à la lumière de la généralisation des contrats discontinus. Il y est question de projets de société. Le mouvement est politiquement composite. On y retrouve investis des militants libertaires, des militants anticapitalistes⁷ et de gauche, mais il est autrement plus large et rallie des individus intermittents et précaires – culpabilisés, traqués, empêchés de travailler – révoltés contre la logique destructrice du Medef et du PS.

A cette heure, les inconnues sont bien sûr nombreuses : la pérennité de l'alliance « précaires/intermittents », la vitalité du mouvement tandis que se mène la concertation autour de l'intermittence qui doit aboutir en décembre – les intermittents sont, à cette heure, la composante majeure dans la création du rapport de forces –, l'intervention d'autres secteurs de l'intermittence que celui du spectacle vivant, une présence accrue des précaires, l'amplification du mouvement

sous peine d'épuisement militant. Et la combativité, manifeste et déterminante, d'autres secteurs à la rentrée, leur capacité à faire converger ces luttes dans un mouvement d'ensemble contre la politique antisociale du gouvernement.

Cette mobilisation s'est vite affirmée comme une lutte à sa façon politique : c'est contre le pouvoir Medef/PS, sur la contestation de son projet de société qu'elle s'est organisée, qu'elle a conçu ses revendications, ses perspectives et qu'elle dure. Cette lutte transforme ses faiblesses structurelles (les difficultés dans l'organisation des précaires et des intermittents, son statut minoritaire) en leviers d'action (horizontales, incessantes, autonomes) et d'interpellation (« ce que nous défendons, nous le défendons pour tous »). Elle ne cesse de s'inventer, de se réfléchir, riche des acquis de 2003, d'une décennie de travail souterrain, « spontanément » radicale et unitaire.

Un texte paru à la veille de l'ouverture du festival d'Avignon, signé par une part importante des artistes et techniciens présents dans le festival « In », affirmait : « *Nous faisons l'hypothèse que ce mouvement est un commencement.* » Il est nécessaire et possible que cette hypothèse vise juste. □

¹ Voir J. Sinigaglia, « Artistes, intermittents, précaires en lutte. Retour sur une mobilisation paradoxale », Préface de Lilian Mathieu, Presses Universitaires de Nancy, collection Salariat et transformations sociales, 2012.

² Voir D. Bensaid, « Antonio Negri, pouvoir constituant et multitudes », repris sur le site Europe Solidaire sans Frontières.

³ A. Corsani, M. Lazzarato, « Intermittents et précaires », Editions Amsterdam, 2008.

⁴ M. Grégoire, « Il existe un modèle alternatif plus juste et moins coûteux », L'Humanité, 27 février 2014. Voir aussi : M. Grégoire, « Les Intermittents du spectacle : enjeux d'un siècle de luttes », La Dispute, Paris, 2013.

⁵ Disponibles en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=tC9ifnAumLM> ; <https://www.youtube.com/watch?v=HYhGvFSSRLA> ; <https://www.youtube.com/watch?v=OGwzUNu-XtQ> ; etc.

⁶ Voir « Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous », hebdomadaire L'Anticapitaliste, n°251, 17 juillet 2014 : <http://www.npa2009.org/arguments/ce-que-nous-defendons-nous-le-defendons-pour-tous> 7 Un « 4 pages » rédigé par la Commission culture du NPA est en ligne sur <http://www.npa2009.org/content/4-pages-culture>

Sur Le capital de Piketty

PAR DAVID HARVEY¹

Thomas Piketty est l'auteur d'un livre intitulé *Le capital au XXI^{ème} siècle* qui a récemment fait grand bruit. Il y plaide pour des impôts progressifs et une taxe globale sur la richesse, qu'il présente comme la seule voie permettant d'inverser la tendance menant à la constitution d'une forme « patrimoniale » de capitalisme caractérisé par des inégalités de richesse et de revenu qu'il qualifie de « terrifiantes » [...]

Le livre a souvent été présenté comme un substitut, ajusté au 21^{ème} siècle, du travail portant le même titre et accompli au 19^{ème} siècle par Karl Marx. Piketty nie en réalité que c'était là son intention, ce qui est juste de sa part dans la mesure où son livre ne porte pas du tout sur le capital. Il ne nous dit ni pourquoi le krach de 2008 a eu lieu, ni pourquoi il est si long pour autant de gens de se libérer du double fardeau du chômage prolongé et de logements qui ont fait l'objet de saisies immobilières. Il ne nous aide pas à comprendre pour quelles raisons la croissance est actuellement si molle aux États-Unis en comparaison de la Chine et pourquoi l'Europe est prisonnière d'une politique d'austérité et d'une économie en état de stagnation.

Ce que Piketty montre statistiquement (et nous lui devons beaucoup ainsi qu'à ses collègues pour cela), c'est que le capital a eu tendance, tout au long de son histoire, à produire des niveaux d'inégalités toujours croissants. Pour beaucoup d'entre nous, ce n'est pas là une découverte. Il s'agissait de surcroît de la conclusion théorique exacte à laquelle Marx avait abouti dans le volume 1 de son *Capital*. Piketty néglige cela, ce qui n'a rien de surprenant puisque, face à aux accusations de la droite faisant de lui un marxiste déguisé, il a depuis affirmé ne pas avoir lu *Le Capital* de Marx. Piketty rassemble beaucoup de données pour appuyer son argumentation et son explication des différences entre revenu et richesse est aussi utile que convaincante. Il se livre par ailleurs à une défense réfléchie des impôts sur

l'héritage, des impôts progressifs et d'une taxe globale en tant qu'antidotes possibles – quoiqu'on puisse douter de leur caractère politiquement viable – à une concentration accrue de la richesse et du pouvoir.

Mais comment expliquer cette tendance à l'inégalité croissante au fil du temps ? À partir de ses données, agrémentées d'allusions littéraires soignées à Jane Austen et Balzac, Piketty dérive une loi mathématique afin d'expliquer ce qui se joue : l'accumulation toujours croissante de la richesse du côté des fameux 1% – un terme popularisé grâce au mouvement « Occupy » – dérive du fait simple que le rendement du capital excède toujours le taux de croissance du revenu. D'après Piketty, cela constitue et a toujours constitué « la contradiction centrale » du capital. Mais

une régularité statistique de ce type peut difficilement fonder une explication adéquate, et encore moins une loi. Quelles forces produisent et maintiennent une telle contradiction ? Piketty n'en dit rien. La loi est la loi et les choses ne sauraient être autrement. Marx aurait évidemment attribué l'existence d'une telle loi à l'asymétrie de pouvoir entre capital et travail, et cette explication est encore valable.

DES RAISONS POLITIQUES

Le déclin régulier de la part des salaires dans le revenu national depuis les années 1970 a procédé de l'affaiblissement politique et économique des travailleurs alors que le capital mobilisait technologies, chômage, délocalisations et politique anti-salariés (pensons à celles mises en œuvres par Margaret Thatcher et Ronald Reagan)

pour écraser toute opposition. Comme l'a avoué dans un moment d'égarement Alain Budd, un conseiller économique de Margaret Thatcher, les politiques anti-inflation des années 1980 se sont révélées « un très bon moyen d'accroître le chômage, et accroître le chômage était un moyen extrêmement séduisant d'affaiblir les classes populaires... Ce qui a été planifié ici en termes marxistes c'est une crise du capitalisme qui a recréé une armée de réserve de travailleurs et a permis aux capitalistes de réaliser des profits importants depuis lors. » Les inégalités de rémunération entre les travailleurs moyens et les dirigeants de grandes entreprises s'établissaient à 1 pour 30 en 1970. Elles se situent aujourd'hui bien au-dessus 1 pour 300, et dans le cas de McDonald's à 1 pour 1200. Mais dans le volume 2 du *Capital* de Marx (que Piketty n'a pas lu non plus bien qu'il se permette de le rejeter joyeusement), Marx pointe le fait que la tendance du capital à abaisser les salaires aurait à terme pour effet de restreindre la capacité du marché à absorber les produits du capital. Henry Ford

reconnut ce dilemme il y a fort longtemps, lorsqu'il fixa à 5 dollars le salaire pour une journée de travail de 8 heures afin, comme il le dit alors, d'accroître la consommation. Beaucoup ont d'ailleurs pensé que la faiblesse de la demande solvable avait sous-tendu la Grande Dépression des années 1930. Cela inspira des politiques keynésiennes expansionnistes après la Deuxième Guerre mondiale et aboutit à une baisse des inégalités de revenus (mais guère des inégalités de richesse), dans le contexte d'une croissance forte tirée par la demande. Néanmoins, cette solution reposait sur l'accroissement relatif du pouvoir des travailleurs et sur la construction de l'« Etat social » (selon l'expression utilisée par Piketty), fondé sur une taxation progressive. « *Au total, écrit-il, sur la période 1932-1980, presque un demi-siècle, l'impôt fédéral sur le revenu aux États-Unis s'est établi en moyenne à 81 %.* » Et cela n'a en aucune manière sapé la croissance (une autre preuve mise en avant par Piketty qui réfute les croyances de droite).

À la fin des années 1960, il devint clair pour de nombreux capitalistes qu'ils devaient faire quelque chose contre le pouvoir excessif des travailleurs. D'où la rétrogradation de Keynes du panthéon des économistes respectables, le passage au mode de pensée de Milton Friedman fondé sur une politique de l'offre, la croisade pour stabiliser sinon réduire la taxation, pour démanteler l'État social et pour discipliner la force de travail. À partir de 1980, les taux supérieurs d'imposition ont été abaissés et les revenus du capital – source majeure de revenu pour les super-riches – ont été imposés à un taux beaucoup plus faible aux États-Unis, accroissant brutalement les flux de richesses en direction des 1% les plus riches. Mais comme le montre Piketty, l'impact sur la croissance a été négligeable [...]

Quand par la suite la roue a tourné, la question la plus pressante est devenue : où est la demande ? Piketty ignore systématiquement la question. Les années 1990 ont répondu à ce problème par une vaste expansion du crédit, notamment à travers l'inclusion des prêts hypothécaires financiarisés dans les marchés à risque. Mais la bulle financière qui en a résulté était vouée à éclater comme elle l'a fait en 2007-2008, entraînant dans sa chute Lehman Brothers et l'ensemble du

système de crédit. Reste que les taux de profit et, plus profondément, la concentration de la richesse privée ont retrouvé très rapidement, après 2009, leurs niveaux d'avant-crise alors que les populations continuaient à pâtir de la crise [...]

PAS UNE CHOSE, MAIS UN RAPPORT SOCIAL

Il y a néanmoins une difficulté centrale avec la thèse de Piketty, à savoir qu'elle repose sur une définition erronée du capital. Celui-ci n'est pas une chose mais un processus de circulation au cours duquel l'argent est utilisé pour générer un surplus d'argent, généralement – mais pas exclusivement – à travers l'exploitation de la force de travail. Piketty définit le capital comme le stock des actifs possédés par les individus privés, les entreprises et les Etats, qui peuvent être échangés sur le marché, peu importe d'ailleurs que ces actifs soient utilisés ou non. Cela inclut la terre, la propriété immobilière, les droits de propriété intellectuelle aussi bien que ma collection d'art ou de bijoux. La mesure de la valeur de toutes ces choses constitue un problème technique délicat qui n'a pas trouvé de solution consensuelle. Afin de calculer un taux de rendement significatif, il faut être capable de calculer la valeur du capital initial. Malheureusement, il est impossible de l'évaluer indépendamment de la valeur des biens et services utilisés pour produire, ou du montant auquel ils peuvent être vendus sur le marché. L'ensemble de la pensée économique néoclassique (qui constitue le fondement de la pensée de Piketty) est fondé sur une tautologie. Le taux de rendement du capital dépend de manière décisive du taux de croissance dans la mesure où le capital est évalué à travers ce qu'il produit et non via ce qui est entré dans sa production. Sa valeur est donc fortement influencée par les conditions spéculatives et peut être significativement déformée par la fameuse « exubérance irrationnelle » que Greenspan a attribuée aux marchés financier et immobilier. Si nous soustrayons le logement et l'immobilier – sans même parler ici de la valeur des collections d'art des spéculateurs – de la définition du capital (et les arguments en faveur de son inclusion sont plutôt faibles), l'explication par Piketty de l'inégalité croissante de richesse et de revenu est alors mise en

échec, même si demeurent pertinentes ses descriptions de l'état, passé et présent, des inégalités.

L'argent, la terre, l'immobilier et l'équipement qui ne sont pas utilisés productivement ne sont pas du capital. Si le taux de rendement du capital qui est utilisé se situe à un niveau élevé, c'est parce qu'une partie du capital est retiré de la circulation et se trouve, dans les faits, en grève. Restreindre l'offre de capital aux nouveaux investissements – un phénomène dont nous sommes actuellement les témoins – assure un taux élevé de rendement du capital qui est en circulation. La création d'une telle rareté artificielle n'est pas l'apanage des compagnies pétrolières afin de s'assurer une forte rentabilité des capitaux investis : c'est ce que fait n'importe quel capital quand la chance lui est donnée. Voilà ce qui sous-tend la tendance du taux de rendement du capital – peu importe la manière dont il est défini et mesuré – à excéder le taux de croissance du revenu. Voilà comment le capital parvient à assurer sa propre reproduction, nonobstant les conséquences pour nous. Voilà comment vit la classe capitaliste.

Il y a de nombreux résultats valables dans les données mises en avant par Piketty. Mais son explication des tendances inégalitaires et oligarchiques est profondément erronée. Ses propositions visant à remédier aux inégalités apparaissent naïves, pour ne pas dire utopiques, et il n'a certainement pas construit un modèle efficace pour comprendre le capital du 21^{ème} siècle. Pour cela, nous avons toujours besoin de Marx ou d'équivalents contemporains. □

¹ Professeur d'anthropologie et de géographie, auteur de nombreux ouvrages, David Harvey donne des cours sur « Le Capital » de Marx depuis près de 40 ans. Tiré de son blog [http://davidharvey.org/2014/05/afterthoughts-piketys-capital/], ce texte traduit par Ugo Palheta (et ici légèrement réduit) avait fait l'objet d'une première publication sur le site de Contretemps. Les intertitres sont de la rédaction.

LES LIVRES DU  NOUVEAU MONDE

Thomas Piketty
Le capital
au XXI^e siècle

Thomas
PIKETTY

Seuil

« *Le capital au XXI^{ème} siècle* », Seuil – Les Livres du nouveau monde, 2013, 976 pages, 25 euros.

Ossip Mandelstam, martyr de la poésie

PAR SYLVAIN CHARDON

Ossip naît, en 1891 à Varsovie, alors sous domination russe tsariste, dans une famille juive. Les parents rêvent d'assimilation et de modernité et donc de Saint Pétersbourg où ils s'installent dès 1897. Ossip pourra entrer au lycée mais pas à l'Université en raison des quotas réservés aux juifs. Après des études en Europe occidentale, il se fera baptiser en 1911 pour pouvoir suivre des études au département des langues de l'Université de Saint Pétersbourg. Durant cette période, il devient membre de la fameuse «*Guilde des Poètes*» et commence à publier des poèmes qui lui vaudront une reconnaissance nationale dès 1912. Au lycée, il s'était également lié aux «*socialistes révolutionnaires*» mais ne sera jamais un militant. Pis, quelques années plus tard, après avoir approuvé la révolution de Février 1917, il désapprouvera celle d'Octobre et publiera un poème contre «*le joug de violence et de haine*» puis un autre sur «*le crépuscule de la liberté*».

UN POÈTE INDÉPENDANT À TRAVERS RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

La vie d'Ossip mériterait d'être étudiée en elle-même pour lutter contre tous les pseudo-historiens qui ont décrit la période révolutionnaire russe (1917-1927) comme équivalente ou anti-chambre de la période stalinienne, alors que la création artistique continua à être intense. Mandelstam n'émigrera pas, il persistera à déclarer son hostilité au régime bolchevique mais pourra continuer à publier et à travailler. Il occupe pendant une courte durée un emploi au Commissariat du peuple à l'Instruction, à Moscou. Ses recueils de poèmes ne rencontrant que peu de succès, il pourvoit à ses besoins en écrivant des livres pour enfants et en traduisant Upton Sinclair et Jules Romains. Lors de la grande famine de 1920, il se réfugie en Crimée où il est dénoncé comme «*rouge*» et arrêté par les Blancs en tant qu'espion. Il parvient à fuir et est à nouveau arrêté en Géorgie par les mencheviks, mais relâché. A son retour à Moscou, il refuse un petit déjeuner avec Trotsky, non par hostilité au grand dirigeant révolutionnaire mais par méfiance maladroite pour

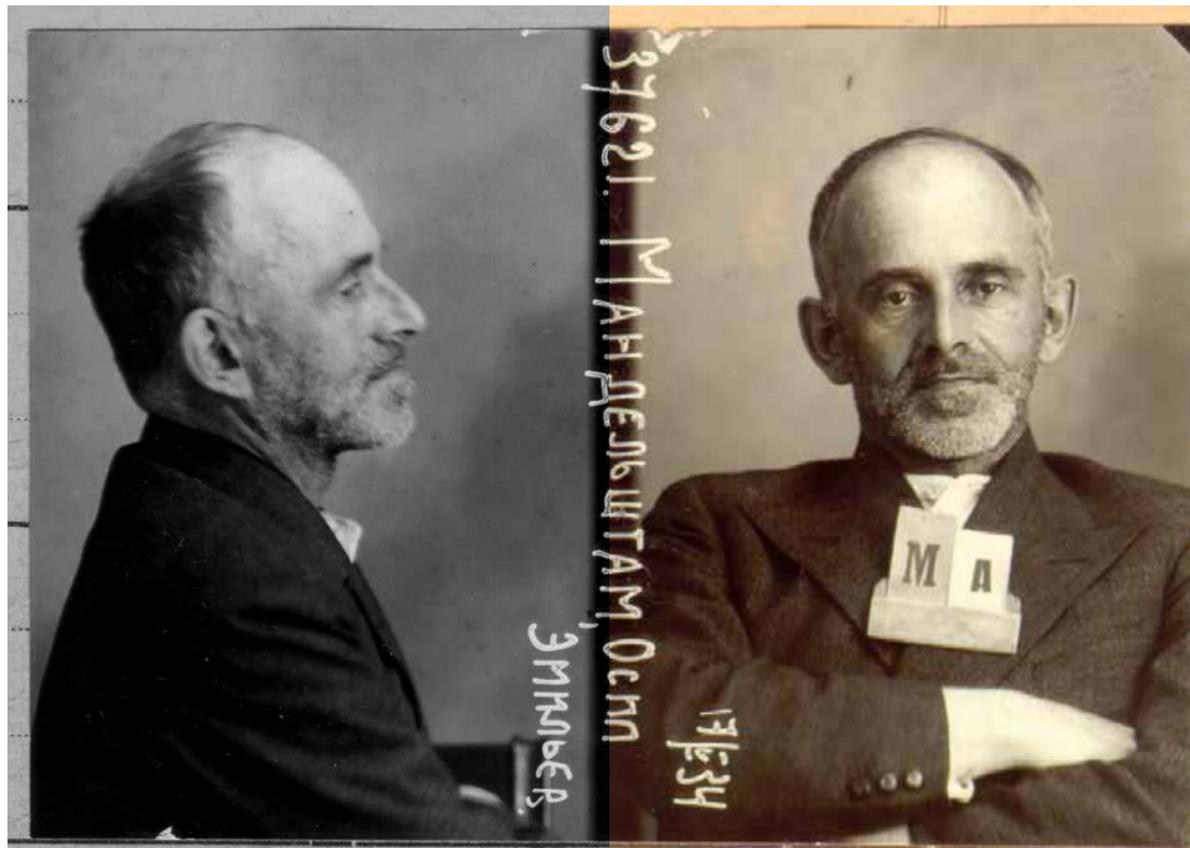
le pouvoir en général. De 1921 à 1927, il continue à travailler mais ne peut publier, en 1928, que grâce au soutien de Boukharine. La contre-révolution stalinienne est à l'œuvre et les «*autorités*» culturelles et politiques mettent en doute – à raison – sa loyauté envers le régime. A une enquête, il répond : «*Je me sens redevable à la Révolution, mais je lui apporte des dons dont elle n'a pas encore besoin*». S'ensuit une campagne de diffamation et la rupture de Mandelstam avec la littérature officielle stalinienne. Son calvaire allait commencer...

LE MARTYR ET LE DÉVELOPPEMENT DU MYTHE DU POÈTE MAUDIT

C'est en Crimée qu'Ossip Mandelstam écrit en 1925 «*Le bruit du temps*», où il y évoque la Petersburg pré-révolutionnaire et sa formation de poète. C'est en Crimée qu'il épia les «*pas du siècle, le bruit et la germination du temps*». En 1933, de retour d'Arménie, encore bouleversé par le suicide de Maïakovski, il travailla à son «*Entretien sur Dante*» et commença à rédiger son «*Epigramme à Staline*» : une rupture définitive, dont le prix à payer sera la mort. «*Nous vivons sourds à la terre sous nos pieds, À dix pas personne ne discerne nos paroles. On entend seulement le montagnard du Kremlin, Le bourreau et l'assassin de moujiks. Ses doigts sont gras comme des vers, Des mots de plomb tombent de ses lèvres. Sa moustache de cafard nargue,*

En décembre 1938, le poète Ossip Mandelstam mourait déporté en Sibérie. Il avait écrit un poème contre Staline où il dénonçait « le montagnard du Kremlin, le bourreau et l'assassin de moujiks ». Sa déportation, sa mort sont significatives de la chape de plomb mise par la contre-révolution stalinienne sur l'effervescence intellectuelle des années révolutionnaires.

*Et la peau de ses bottes luit.
Autour, une cohue de chefs aux cous de poulet,
Les sous-hommes zélés dont il joue.
Ils hennissent, miaulent, gémissent,*



*Lui seul tempête et désigne.
Comme des fers à cheval, il forge ses décrets,
Qu'il jette à la tête, à l'œil, à l'aine.
Chaque mise à mort est une fête,
Et vaste est l'appétit de l'Ossète. »*
Il récita son épigramme à son ami Boris Pasternak en lui déclarant qu'«*il n'y a rien que je déteste autant que le fascisme, sous toutes ses formes*» Et pour que les choses soient encore plus claires, il gifla l'écrivain officiel Alexi Tolstoï qui l'avait fait exclure de toutes les

associations d'écrivains. Arrestation, confiscation des manuscrits, interrogatoires dans la sinistre prison de la Loubianka, il ne sauva sa peau qu'en raison du soutien de personnalités pas encore condamnées (Pasternak, Boukharine), mais fut relégué à Voronej (à 500 kilomètres de Moscou) avant d'être déporté. En définitive, le poète fut condamné en 1938 pour activités contre-révolutionnaires trotskystes à 5 ans de travaux forcés au goulag en Sibérie. Malade et épuisé, il mourut le 28 décembre de cette même année lors d'une épidémie de typhus et son cadavre fut jeté à la fosse commune. A ses bourreaux, il dédia ces vers : «*En me privant des mers et de l'élan et de*

elle qui comprit que ce n'était pas seulement la vie d'Ossip qui était en danger mais son œuvre entière. Aussi, dès les années trente, elle entreprit d'apprendre par cœur les poèmes de Mandelstam et de disperser et cacher ses archives. Pour finir, elle fit passer l'œuvre en contrebande aux États Unis puis, en 1970, révéla au monde littéraire ébahi l'étendue de l'isolement de son mari et les persécutions subies dans une biographie magistrale, «*Contre tout espoir*», montrant le courage et la témérité de leur couple quand «*il était minuit dans le siècle*». Elle décrit le martyr du poète après les grandes purges de 1936 et contribua au développement du mythe de Mandelstam.

L'ACMÉISME ET LA RICHESSE DE L'ŒUVRE DE MANDELSTAM

Si la vie et le destin de l'œuvre d'Ossip Mandelstam se prêtent à merveille à la légende du poète maudit en raison de sa misère, de sa persécution par les séides de Staline, de son martyre ultime au goulag, puis de son triomphe posthume et de son influence sur de grands écrivains contemporains (Celan, Brodsky, Grünbein, Heaney, Nabokov ou René Char), il ne faut pas oublier qu'il fut aussi un grand poète célébré avant et pendant la Révolution. Dès 1912, Mandelstam créa, en compagnie d'Anna Akhmatova, un mouvement en rupture avec le symbolisme russe dominant : l'acméisme. Le mot tire son origine du grec acmé qui signifie «*pointe, comble, apogée*». Toute une génération de poètes, constatant l'échec du symbolisme dans sa tentative de connaître l'inconnaissable et pour réagir à ses visions vagues, prôna un retour à la représentation concrète des choses. Mandelstam en particulier entendait substituer aux aqueuses évanescences des symbolistes la concrétude et la structuration cézannienne. Pour les acméistes, l'œuvre d'art appartient au monde sensible qu'il faut aimer et dont il faut surtout aimer la merveilleuse existence : existence de

l'être humain et des réalités de son cœur, de sa culture universelle, existence des plantes, des fleurs et des animaux sauvages, des forces de la nature. L'écriture doit être marquée par une recherche de l'équilibre et de la clarté, de la concision, de la sobriété et de l'harmonie. Mandelstam accordait au «*mot*» une réalité à la fois acoustique et architecturale. «*Les mots sont des pierres, voix de la matière autant que matière de la voix*». Il intitula d'ailleurs son premier recueil de poèmes «*La Pierre*» (édité en 1912, enrichi en 1916 et réédité à Moscou en 1922 en même temps que «*Tristia*»). «*Le bruit du temps*», prose autobiographique sera publié à Leningrad en 1925. En 1928, avec le soutien de Boukharine, il réussit à publier «*Le timbre égyptien*» (prose), «*Poèmes*» et un essai «*De la poésie*». «*Nous ne saisissons que par la voix Ce qui nous a laissé là-bas sa griffure, a lutté, Et nous promenons la mine durcie A l'endroit que la voix désigne.*» Il put encore faire paraître son «*Voyage en Arménie*» dans une revue, en 1933, mais le reste de son œuvre restera sous la forme de manuscrits dissimulés et/ou dans la mémoire de Nadejda. Ses derniers poèmes parmi les plus beaux furent compilés dans «*Les 3 cahiers de Voronej*». Ils commencèrent à circuler sous la forme de «*samizdat*» dans les années 1960 et n'en finirent plus d'être tapés à la machine ou copiés à la main et multipliés grâce au papier carbone. «*Mon temps, mon fauve, qui pourra Plonger au fond de tes prunelles ? Qui de son sang recollera Les vertèbres de deux siècles ?*» □

Bibliographie

Ossip Mandelstam : «*Voronej : 3 cahiers*», Al Dante Editions, 12 euros (les derniers poèmes avant la déportation au goulag) ; «*Le bruit du temps*», Bourgeois éditions, 6 euros. Nadejda Mandestam : «*Contre tout espoir, souvenirs*», Tel Gallimard, 15 euros. Ralph Dutli : «*Mandelstam, mon temps, mon fauve*», 608 pages, La Dogana, 30 euros. Une biographie exceptionnelle, illustrée de 135 documents d'époque.

Troupes russes, hors d'Ukraine !

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS



Après la Crimée, les régions de Donetsk et Louhansk...DR.

L'intervention militaire de la Russie dans l'est ukrainien, en soutien aux séparatistes de Novorossiya¹, ne fait plus aucun doute. Avant, elle avait pris la forme de livraisons d'armes et de blindés, auxquelles s'ajoutait l'envoi de centaines de « volontaires ». Désormais, les troupes régulières russes participent directement aux opérations. Les associations de mères de soldats ont commencé à le dénoncer, à Saint-Petersbourg et ailleurs, en faisant état de nombreux blessés et tués, ces derniers étant enterrés en secret sans que les familles ne soient informées du lieu et des conditions de leur mort.

Et de fait, Poutine ne se cache – presque – plus. Coup sur coup, fin août, il a comparé l'encerclement de Donetsk au siège de Leningrad pendant la Deuxième Guerre mondiale, affirmé que « le peuple russe et le peuple ukrainien sont quasiment un seul et même peuple », puis demandé la création d'un « statut étatique » pour les territoires de Novorossiya, endossant ainsi la revendication des séparatistes. L'impérialisme russe est décidé à tout faire pour empêcher que l'Ukraine échappe à sa sphère d'influence et, après Maidan et la chute de Ianoukovitch, cela passe par une politique d'affaiblissement et de dépeçage de l'Etat ukrainien ; d'abord l'annexion de la Crimée, ensuite la formation d'un Etat tampon dans deux régions qui, en outre, concentrent une très large part des matières premières et de l'industrie lourde du pays.

L'entrée de l'armée russe fait suite à une phase de la guerre, de la mi-juillet à la mi-août, durant laquelle les forces séparatistes avaient constamment reculé et perdu une grande partie des territoires qu'elles contrôlaient. Mais très vite, le rapport de forces militaire s'est inversé : l'armée de Kiev ne fait pas le poids devant celle de Poutine.

Les autorités ukrainiennes ont alors appelé les gouvernements occidentaux à leur secours, mais ceux-ci ne bougeront pas, ou ne feront que le minimum symbolique, comme c'est déjà le cas avec les « sanctions ». D'une part, personne ne veut d'un affrontement militaire avec la Russie (et c'est heureux, car les conséquences seraient absolument catastrophiques), d'autre part, trop d'intérêts économiques lient Européens et Russes, de plus dans une situation de crise économique persistante. Poutine le sait, et en profite.

Mais si c'est Moscou qui est à l'origine du conflit, Porochenko (élu président de l'Ukraine en mai dernier) et les oligarques qu'il représente portent également une lourde responsabilité. Au lieu d'affaiblir les bandes séparatistes en accordant aux régions du sud-est une large autonomie et en faisant appel sur cette base à leurs populations, ils ont lancé les forces armées ukrainiennes dans ce que leur propagande a dénommé « l'opération antiterroriste », en n'hésitant pas à bombarder les villes.

La situation est aujourd'hui catastrophique

pour les populations de l'est, mais très problématique aussi pour celles du reste de l'Ukraine, qui supportent tout le poids de la guerre alors que les capitaux fuient pour échapper aux nouveaux impôts de guerre, et que l'économie s'effondre. L'extrême droite, marginalisée lors des élections présidentielles, où elle n'avait pas dépassé 2 %, reprend aussi du poil de la bête dans un climat marqué par les surenchères nationalistes et guerrières.

Il faut évidemment soutenir aujourd'hui la demande d'un cessez-le-feu, pour autant on ne peut pas tirer un trait d'égalité entre les deux parties. N'en déplaise à ceux qui dans la gauche française se font les porte-voix de la propagande poutinienne, présentant le conflit comme opposant de pauvres russophones opprimés à des nazis ukrainiens manipulés par la CIA, l'agresseur est bien la Russie.

La situation évolue chaque jour davantage en une guerre d'agression d'un grand Etat aux visées hégémoniques contre un pays plus faible qui défend son indépendance nationale. C'est pourquoi la première exigence est celle du retrait des troupes russes et de l'arrêt de l'intervention militaire de Moscou, conditions préalables à toute solution démocratique. □

¹ La « Nouvelle Russie », auto-proclamée le 22 mai dernier en tant qu'« union des républiques populaires de Donetsk et de Louhansk ».